



Une réunion de Haut niveau prévue à Alger

## Objectif, assécher les sources de financement du terrorisme

L'Algérie qui a proposé, il y a quelques années, la criminalisation du financement du terrorisme, s'apprête à abriter lundi et mardi prochains, une réunion de Haut niveau sur ce sujet.

Page 3

Tamanrasset

## Un terroriste se rend aux autorités militaires

Page 24

AADL

# Distribution de 27 000 logements les trois prochains mois

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a indiqué, hier à Alger, où il a présidé une cérémonie de distribution de 2 012 logements au profit des souscripteurs du programme AADL 1, que 27 000 unités de logements seront distribuées progressivement au niveau de 19 wilayas.

Page 2



La victime est une touriste de nationalité irlandaise

## Six Algériens suspectés de viol collectif à Prague

Page 24



Horizons de l'information électronique

## Quels défis pour la presse algérienne ?

ce qui fut, au milieu des années 2000, une timide modernisation de la transmission des messages-par courrier électronique, par exemple - évolue de façon aussi rapide et se transforme, en passant de simple canal ou de moyen physique, à du contenu concret, amenant des journaux à s'installer définitivement sur le web, en se délestant parfois de la version papier, et en faisant accompagner l'écrit, par des « annexes » ou pièces jointes (vidéos, liens vers d'autres sites...). Ce qui était, pour l'Algérie, une perspective lointaine, ne voyant s'accélérer un tel phénomène que dans les pays industrialisés ou émergents, est en train de se dérouler sous nos yeux. Le ministre de la Communication, Djamal Kaouane, l'a reconnu le 29 mars dernier à l'occasion de la célébration du

55e anniversaire de la création du journal oranais El Djoumhouria.

Le ministre dira : « L'Algérie n'est pas en reste dans ce mouvement inéluctable vers les lendemains digitaux », en affirmant que, aujourd'hui, « le passage au numérique est un défi pour la presse algérienne et n'est plus une vue de l'esprit, mais un constat né du réel ».

Le membre du gouvernement a rappelé, à cette occasion, la disparition, pour des raisons financières, d'une soixantaine de titres de presse depuis 2014. Il fera observer que, dans la phase actuelle, l'Algérie vit une situation « hybride », où plusieurs titres sont encore à la version papier, tout en investissant le canal électronique.

Page 4

Contrôle technique automobiles

## Brigades renforcées et prolongement des horaires

Les agences de contrôle technique des véhicules vont renforcer leurs brigades et prolonger leurs horaires de travail, confirme l'Etablissement national de contrôle technique automobile (Enacta) dans un communiqué.

Page 2



Par Saâd Taferka

L'information électronique est, incontestablement, en train de « forcer la porte » de son entrée définitive dans la vie quotidienne, en installant de nouveaux réflexes, de nouveaux rythmes et, sans doute, une autre manière d'appréhender les événements et le monde qui nous entoure. Il n'était pas aisé d'imaginer que



AADL

# Distribution de 27 000 logements, les trois prochains mois

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a indiqué, hier à Alger, où il a présidé une cérémonie de distribution de 2 012 logements au profit des souscripteurs du programme AADL 1, que 27 000 unités de logement seront distribuées progressivement au niveau de 19 wilayas.



Par Massi Salami

**C**e quota, dont 4 500 unités à Alger, est en phase d'aménagement extérieur, a précisé M. Temmar.

Dans ce cadre, le ministre a fait savoir que plus de 52 000 unités de logements qui connaissent des travaux d'aménagement seront distribuées progressivement.

L'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (Aadl), poursuit le ministre, procédera à la remise de 50 000 certificats de pré-affectation aux souscripteurs de 2013, à travers 26 wilayas dont 10 000 certificats à Alger, ajoutant que le premier quota sera distribué à la fin avril en cours. Soulignant que 30% des

souscripteurs au programme Aadl 2 (2013) sont des jeunes, M. Temmar a mis en avant les efforts de son secteur en vue d'aider cette catégorie à bénéficier du logement.

S'agissant des équipements publics aux sites Aadl, 156 établissements éducatifs (primaire-moyen-secondaire) ont été programmés à Alger. Mais au-delà de l'effet d'annonce, des milliers de souscripteurs Aadl se plaignent de l'énorme retard accusé dans la réalisation et la réception des projets. Des dates annoncées ultérieurement n'ont pas été respectées créant un sentiment de frustration parmi les souscripteurs qui attendent impatiemment la remise des clés de leurs appartements. Le mois de décembre dernier, le ministre de l'Habitat, Abdelwahid

Temmar, a instruit les entrepreneurs et les entreprises accusant un retard dans la réalisation de plus de 38 000 unités de type location-vente (Aadl), dans une vingtaine de wilayas, à palier la situation dans les plus brefs délais sous peine de résiliation de leurs contrats. Sur ce nombre, 24 851 logements étaient en réalisation par des entreprises étrangères et 13 600 unités confiées à des entreprises algériennes.

Le message adressé aux entreprises retardataires dans la réalisation des logements Aadl est «clair et ferme», a soutenu M. Temmar, ajoutant que la réunion d'aujourd'hui a permis de faire un bilan détaillé des motifs de retard et des solutions pour y remédier.

«J'appelle les responsables en charge du suivi du programme

Aadl à effectuer des contrôles quotidiens et à élaborer des rapports hebdomadaires pour éviter la résiliation de contrats et les problèmes pouvant en découler», a préconisé M. Temmar.

Après le paiement des créances, sur instruction du Président de la République et vu la disponibilité des moyens de réalisation et des matériaux de construction, il n'y a plus aucun prétexte pour le retard dans la réalisation, avait estimé le ministre. La fermeté du ministre et la volonté affichée par les autorités publiques de parachever le programme Aadl dans les délais impartis, n'est pas pour rassurer des souscripteurs souvent en mal de logement ou en location depuis de longues années.

M. S.

A. B.

Contrôle technique automobiles

## Brigades renforcées et prolongement des horaires

Par Karima Nacer

**L**es agences de contrôle technique des véhicules vont renforcer leurs brigades et prolonger leurs horaires de travail, confirme l'Etablissement national de contrôle technique automobile (Enacta) dans un communiqué.

Le contrôle technique des véhicules automobiles est devenu un véritable casse-tête pour les propriétaires de véhicules des grandes villes et ceux de la capitale en particulier. Aussi, une pression singulière est exercée sur les centres d'expertise. Elle est due essentiellement au nombre insuffisant de ces agences pour répondre à la forte demande générée par l'augmentation des voitures au parc automobile.

Pour faire face à la congestion des agences de l'Enacta, les pouvoirs publics réagissent en prenant des mesures destinées à décongestionner les centres de contrôle technique de véhicules et à réduire le temps d'attente des citoyens. En effet, les agences d'expertise ont été instruits à travailler au-delà

de délai fixé auparavant, afin de faire face à la forte demande. Une autorisation a été également donnée à ses structures pour renforcer leurs brigades afin de prendre en charge le maximum de demandes exprimées. L'Enacta, précise que «les agences de contrôle technique agréées par le ministère des Travaux publics et des Transports procéderont, dans l'immédiat, au renforcement de leurs brigades et à l'étalement de l'amplitude horaire de travail et ce, jusqu'à absorption de la demande conjoncturelle et la normalisation définitive de la situation».

L'Enacta explique que cette procédure vise à faciliter aux automobilistes l'accomplissement de cette mesure réglementaire dans les meilleures conditions afin de leur éviter par la même occasion de longues files d'attente devant les agences de contrôle technique. Certains automobilistes par contrainte, vont jusqu'à passer la nuit devant lesdits organismes pour pouvoir s'acquitter de cette obligation. Cette mesure intervient pour atténuer les contraintes issues de situations où les automobilistes sont astreints à de longues

files d'attente, faisant que certains rebroussement chemin après plusieurs heures, en raison de la mise en place d'un système de quotas des véhicules à contrôler. Cette décision intervient à point nommé pour mettre un terme au désarroi des centaines de milliers d'Algériens qui sont contraints de faire la queue pour espérer une place afin d'expertiser leur véhicule. A noter que le traitement de chaque véhicule avoisine un minimum de 20 minutes. L'Enacta explique que les contrevenants aux dispositions s'exposeront, non seulement à une amende de 20 000 à 50 000 DA, mais aussi à une peine d'emprisonnement d'une durée de deux à six mois et la suspension du permis de conduire pour une durée d'une année et son annulation en cas de récidive. Par ailleurs, les pouvoirs publics ont procédé à la fermeture de bon nombre d'établissements, car ces derniers sont responsables de la présence de plusieurs véhicules vétustes sur les routes. Ceci a considérablement réduit le nombre des agences destinées à assurer le contrôle technique des véhicules.

K. N.

Maroc

## Achat de 162 chars de combat du désert

Par Amine Bensafi

De nouveaux chars du fabricant américain Abrams sont en route vers le Maroc, qui a récemment lancé un programme pour renforcer ses forces terrestres, selon des sources concordantes. En effet, l'administration Donald Trump a approuvé l'envoi de 162 chars Abrams au Maroc l'année dernière, officiellement «pour aider le Royaume à répondre aux défis régionaux». L'accord a été signé en septembre dernier dans le but de «doter le Maroc d'équipements militaires américains» pour une valeur de plus de 115 millions de dollars.

Selon le Commandement de l'Afrique du Pentagone, le Maroc est le plus grand acheteur d'armes américain dans le Continent noir. Et déjà, en juin 2012, l'Agence américaine de coopération pour la défense et la sécurité (Dscs) a annoncé que le Maroc avait demandé la vente éventuelle de 200 chars M1A1 excédentaires convertis en armure spéciale M1A1 avec les armes, munitions et équipements associés. Dans le cadre d'un contrat de vente militaire à l'étranger de 358 millions de dollars, la société General Dynamics Land Systems (GDLS, Etats-Unis) devait mettre à niveau 150 chars M1A1 Abrams destinés au Maroc. Côté fiche technique, ce char avancé M1A1 SA est doté d'une visée primaire des artilleurs, d'une nouvelle technologie infrarouge d'avant-garde de deuxième génération de type Block I et d'un système de poursuite de la force bleue pour une efficacité accrue sur le champ de bataille. Conçu pour la guerre terrestre blindée moderne, le char Abram est le principal char de combat de l'armée et du corps des marines américains. Il s'agit du même type de chars qui équipe les armées saoudiennes, égyptiennes, koweïtiennes, irakiennes ou australiennes. A quel ennemi sont-ils destinés, à l'heure où la tension monte avec le Front Polisario ? La réponse n'est pas rassurante...

## Perurbations sur les vols d'Air Algérie vers la France

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé samedi de «fortes perturbations» sur ses vols vers la France et survolant la France suite à un mouvement social des aiguilleurs du ciel du secteur de Marseille, a-t-elle indiqué dans un communiqué. En conséquence, tous les vols de et vers la France sont touchés, a-t-elle avisé. Pour rappel, une grève a été initiée par 11 syndicats de tous métiers de la compagnie Air France pour obtenir des hausses de salaires. Six autres journées de grève sont, d'ores et déjà, programmées, dont deux la semaine prochaine, mardi et mercredi.

R. N.

# ÉVÈNEMENT ▶▶

Une réunion de Haut niveau prévue à Alger

## Objectif, assécher les sources de financement du terrorisme

L'Algérie qui a proposé, il y a quelques années, la criminalisation du financement du terrorisme, s'appête à abriter, lundi et mardi prochains, une réunion de Haut niveau sur ce sujet.



Par S. A. Mohamed

Cette réunion sur «la lutte contre le financement du terrorisme en Afrique» qui se tiendra à Alger verra la participation des représentants des Etats africains, des organisations et des experts internationaux, qui se pencheront sur les questions d'ordre stratégique préoccupant collectivement les Etats, ainsi qu'aux moyens et méthodes de lutte contre le terrorisme. La rencontre, coorganisée par l'Algérie et l'Union africaine (UA), regroupera les délégués des pays membres de l'UA, de l'Organisation des Nations unies (ONU), de l'Union européenne (UE) et d'autres organisations internationales et régionales activant dans la lutte contre le terrorisme et son financement. Ces assises dont l'ouverture des travaux sera présidée par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, verront également la participation des représentants

des cinq pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU et du Canada. La décision de tenir cette réunion à Alger a été prise en septembre 2014 par le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, et entérinée par un sommet de l'Union africaine. «Cette conférence est très importante dans le contexte actuel pour que nous ayons des positions africaines, essayer d'échanger nos vues autour des législations de nos pays, et d'identifier le rôle de nos institutions qui luttent contre le blanchiment d'argent et le trafic de tout genre», avait déclaré M. Messahel. A cette occasion, les participants discuteront des défis réels dans la lutte contre le financement du terrorisme, ainsi que de plusieurs thématiques d'actualité en Afrique comme l'assèchement des sources du radicalisme violent et le terrorisme, les connections entre les trafics de drogue, d'armes et des êtres humains avec le phénomène

du terrorisme. En outre, d'une part, la réunion s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Algérie pour lutter contre le terrorisme dans la région du Sahel et l'épuisement de ses ressources, et d'autre part, renforcer la coordination et la concertation entre les pays africains autour des questions sécuritaires, à l'instar de la lutte contre le terrorisme, la déradicalisation, le trafic des êtres humains, de drogue et de la contrebande. Dans le sillage de lutte contre ce phénomène, une rencontre avait eu lieu en février dernier à Alger entre M. Messahel et le coordonnateur adjoint de la lutte contre le terrorisme au Département d'Etat américain, Alina Romanowski. Les deux parties avaient discuté de la situation sécuritaire dans la région et échangé les points de vues sur l'état de la coopération bilatérale. L'Algérie et les Etats-Unis avaient exprimé leur grand intérêt à développer davantage l'échange d'expériences et le

renforcement de coopération notamment en matière de déradicalisation et de renforcement des actions visant à tarir les nombreuses sources de financement du terrorisme. Par ailleurs, M. Messahel avait évoqué, en novembre dernier à Washington, lors de la réunion ministérielle sur la sécurité en Afrique avec l'ex-Secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, la mise en œuvre d'une profonde politique de déradicalisation et de prévention de la radicalisation ayant pour objectif la suppression des facteurs pouvant engendrer la marginalisation ou alimenter l'extrémisme et la violence dans la société. Dans le cadre des efforts déployés par l'Algérie, plusieurs conférences et réunions ont été organisées, telle que la Conférence de Haut niveau sur le terrorisme, cororganisée avec l'UA à Oran en décembre dernier, avec la participation de plusieurs pays africains.

S. A. M.

Ghaza

### Cinq Palestiniens tués

Cinq Palestiniens ont été tués et plus de 400 blessés par des soldats de l'occupant israélien vendredi à Ghaza, une semaine après une journée particulièrement meurtrière. Le 30 mars, au début d'une série de manifestations palestiniennes pour réclamer le retour des réfugiés et la fin du blocus de Ghaza par Israël, les violences ont coûté la vie à 19 Palestiniens et blessé quelque 1 400, la journée la plus sanglante depuis l'agression israélienne en 2014.

Le ministère de la Santé à Ghaza a indiqué que cinq Palestiniens avaient été tués par des tirs de soldats israéliens, dont un adolescent de 16 ans. Plus de 400 Palestiniens ont été hospitalisés après avoir été blessés par des tirs de balles ou de gaz lacrymogènes, a-t-il ajouté.

Un précédent bilan faisait état d'au moins deux morts et plus de 250 blessés.

Depuis vendredi dernier à l'occasion de la commémoration de la Journée de la terre, des milliers de Palestiniens, dont des femmes et des enfants, manifestent pacifiquement dans les zones tampon imposées par les forces de l'occupation israélienne sur les frontières de la bande de Ghaza.

Depuis 11 ans, deux millions d'habitants palestiniens de Ghaza, dont les deux-tiers sont des réfugiés, vivent sous un blocus inhumain imposé par l'armée israélienne. La Journée de la Terre (retour) est célébrée le 30 mars de chaque année par les Palestiniens. Le droit au retour des réfugiés palestiniens est inscrit dans la résolution 194 de l'ONU.

Par ailleurs, l'ONG Reporters sans frontières (RSF) a condamné samedi «les tirs délibérés» de l'armée de l'occupation israélienne contre des journalistes palestiniens, appelant au lancement d'une enquête indépendante et à la condamnation des auteurs de ce crime contre la liberté de la presse.

«Nous appelons le gouvernement israélien au strict respect de la résolution 2222 du Conseil de sécurité sur la protection des journalistes, adoptée en 2015, et demandons instamment une enquête indépendante et la condamnation des auteurs de ce crime contre la liberté de la presse», a indiqué sur son compte Twitter Christophe Deloire, le secrétaire général de RSF.

«Le photoreporter Yasser Mourtaja qui a succombé à ses blessures, portait un gilet «Presse» : il a manifestement été victime d'un tir intentionnel», a ajouté le responsable de RSF.

R. N.

Pour traiter la question sociale

## Le FFS propose son projet de consensus national

Par Rachid Chihab

Le Front des forces socialistes (FFS), estime que la crise sociale qui secoue depuis des mois, un nombre de plus en plus croissant de secteurs, ne peut être résolue indépendamment du reste des problèmes que vivent les citoyens algériens. En effet, le parti croit que seul un consensus national pourra apporter des solutions fiables et durables aux différents problèmes qui gangrènent le pays.

« Au FFS, nous considérons que la crise est multidimensionnelle, politique, économique, sociale, culturelle et environnementale et, de

ce fait, nécessite une approche globale. Le projet de consensus national offre un cadre approprié pour une approche systémique», a déclaré le premier secrétaire du parti, Mohamed Hadj Djilani, dans un discours prononcé à l'ouverture de la Journée du militant organisée au siège national du parti. Il ajoute : «Il est à craindre que le reniement par le régime de l'Etat social pour tous - que l'Algérie post-indépendance se devait d'instaurer conformément aux idéaux de la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre et au programme de la Plate-forme de la Soummam -, et son choix d'adopter une voie libérale avec la caution d'intérêts étrangers et de privés

nationaux».

Pour le FFS, le recours à une large consultation nationale est inévitable pour construire un consensus national. «Nous continuerons à agir et à conjuguer nos efforts avec les acteurs autonomes politiques, économiques et sociaux en vue de l'ouverture d'un véritable débat démocratique. Nous continuerons à œuvrer inlassablement pour créer les conditions nécessaires à la reconstruction du consensus national», affirme le même responsable.

Poursuivant son discours, il dira que : «Le constat montre qu'au plan politique, il y a un problème de légitimité des institutions qui ne date

pas d'aujourd'hui. Le peuple algérien post-indépendance n'a pas exercé librement son droit à l'autodétermination. Les élections n'ont jamais permis l'émergence d'institutions réellement démocratiques représentatives de la population».

Sur le plan économique, le pays ne parvient pas encore à amorcer un décollage, étant tiré vers le bas par sa dépendance aux hydrocarbures en baisse sur le plan des réserves et des prix, constate le premier secrétaire du plus vieux parti de l'opposition.

Evoquant les mouvements de protestation que mènent des syndicats autonomes, le premier responsable du FFS salue «la résistance

de ces derniers devant toute sorte de répression, administrative, policière et judiciaire. Le FFS se solidarise et salue tous les syndicats autonomes, les étudiants et les collectifs qui ont prouvé une prise de conscience pour le changement». Il enchaîne : «Sur le plan social, le pays ne dispose plus de ressources suffisantes pour assurer un niveau de vie décent à une population croissante et une protection sociale des plus démunis. Révélateurs de cette situation, l'état dégradé des secteurs de la santé et de l'éducation ne répondant plus aux besoins de la population et sans perspective de redressement effectif».

R. C.

Horizons de l'information électronique

# Quels défis pour la presse algérienne ?

L'information électronique est, incontestablement, en train de «forcer la porte» de son entrée définitive dans la vie quotidienne, en installant de nouveaux réflexes, de nouveaux rythmes et, sans doute, une autre manière d'appréhender les événements et le monde qui nous entoure.



Par Saâd Taferka

Il n'était pas aisé d'imaginer que ce qui fut, au milieu des années 2000, une timide modernisation de la transmission des messages-par courrier électronique, par exemple - évolue de façon aussi rapide et se transforme, en passant de simple canal ou de moyen physique, à du contenu concret, amenant des journaux à s'installer définitivement sur le web, en se délestant parfois de la version papier, et en faisant accompagner l'écrit, par des «annexes» ou pièces jointes (vidéos, liens vers d'autres sites...). Ce qui était, pour l'Algérie, une perspective lointaine, ne voyant s'accélérer un tel phénomène que dans les pays industrialisés ou émergents, est en train de se dérouler sous nos yeux. Le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, l'a reconnu le 29 mars dernier à l'occasion de la célébration du 55<sup>e</sup> anniversaire de la création du journal oranais *El Djoumhouria*. Le ministre dira : «L'Algérie n'est pas en reste dans ce mouvement inéluctable vers les lendemains digitaux», en affirmant que, aujourd'hui, «le passage au numérique est un défi pour la presse algérienne et n'est plus une vue de l'esprit, mais un constat né du réel». Le membre du gouvernement a rappelé, à cette occasion, la disparition, pour des raisons financières, d'une soixantaine de titres de presse depuis 2014. Il fera observer que, dans la phase actuelle, l'Algérie vit une situation «hybride», où plusieurs titres sont encore à la version papier, tout en investissant le canal électronique. «Il se passera encore un peu de temps avant que le papier ne devienne en Algérie un vecteur d'information inopérant et non viable, mais il est évident que nous sommes déjà dans l'ère technologique qui prépare à la disparition du support papier».

Si, partiellement, le bond vers le support numérique a été opéré par plusieurs titres pour élargir le pé-

mètre du lectorat, principalement là où la diffusion du journal-papier n'est pas possible ou n'est pas rentable, d'autres titres, en revanche, ont été amenés sur le web par d'autres raisons encore, à savoir, en particulier, l'«assèchement» du gisement publicitaire sous forme classique, consistant en des encarts étatiques, gérés par l'Anep, et issus des administrations et organismes publics ainsi que des collectivités locales. Avec la crise financière induite par la chute des revenus pétroliers, les investissements publics ont vu leur rythme se réduire en peau de chagrin, ce qui, par ricochet, s'est traduit sur le volume de la publicité y afférente. Ainsi les avis d'appel d'offres des marchés publics, les annonces d'attribution de marchés, les avis d'annulation éventuelle de certaines de ces procédures, les avis de mise en demeure et d'autres formes de publicité liées à la gestion des marchés publics se sont amenuisées au point de remettre en cause les équilibres financiers de certaines entreprises de presse. Actuellement, «Le modèle de soutien par la publicité institutionnelle a montré ses limites», a expliqué, à Oran, le ministre de la Communication. Il a mis en exergue «la nécessité pour les éditeurs, de rechercher et d'imaginer des solutions et des alternatives à la manne publicitaire publique, dont je tiens à rappeler, encore une fois, qu'elle ne représentait, à ses forts moments, que 20% de l'ensemble de la publicité disponible en Algérie». Il précisera que, depuis 2014, cette manne a reculé de plus de 60%.

## Une nouvelle configuration de l'information

S'agissant de l'exploitation du moyen numérique et électronique pour la diffusion de l'information, l'accès, le contenu et la diffusion n'ont pas encore acquis une véritable lisibilité, aussi bien sur le plan du professionnalisme

et de l'éthique, que sur le plan du fonctionnement et du financement. Kaouane dira à ce propos : «Il s'agit, bien évidemment, du devenir de la corporation qui doit, du fait de ces mutations, prendre conscience des risques qui pèsent sur ses acquis éthiques et professionnels, sans lesquels, dans la cacophonie de la sphère numérique et des réseaux sociaux, elle n'arriverait guère à marquer sa différence fondatrice et fondamentale, qui en fait un médiateur crédible et donc incontournable de l'information, l'information juste, sourcée et fondée». L'information en ligne, en évoluant à grande vitesse, «pose des défis, aussi bien aux professionnels qu'à l'Etat en tant qu'agent régulateur, ainsi qu'au public lui-même», estime le ministre. La nouvelle configuration de l'information, à travail le support électronique, devrait imposer de nouvelles exigences en matière de vérification de l'information, d'autant plus qu'un complexe croisement est en train de s'opérer avec les outils informels de l'information numérique, à savoir les réseaux sociaux (Facebook, twitter...). Une forme de compétition effrénée et de concurrence sans règles est en train de «parasiter» le bon fonctionnement de l'information, rendant les occurrences de fausses nouvelles («fak news»), de rumeurs et de manipulations plus fréquentes. Le challenge sera alors de savoir acquérir sa place dans ce monde bouillonnant de l'information, de pouvoir rayonner, en touchant un large public - avec les interactivités (commentaires, démentis, envoi de pièces et documents...) permises par les nouveaux supports - et de se donner une certaine «respectabilité» sur la base de l'éthique et du professionnalisme.

Reste à savoir comment insérer cette révolution technologique dans la lignée de la philosophie politique qui a fondé le droit à l'information et la liberté d'expression. L'on ne peut s'empêcher de

jeter un regard en arrière et de mesurer la distance qui nous sépare de la presse et du parti uniques qui avaient cours jusqu'au début des années 1990, sans omettre de préciser que, malgré le monopole politique de l'époque, l'Algérie a vu émerger des journalistes de talent qui, justement, allaient inaugurer l'ère de la presse pluraliste, dite indépendante, qui va succéder à la révolution d'Octobre 1988. La concrétisation du droit du citoyen à l'information, tel qu'il est consacré par les textes fondamentaux du pays, la liberté de la presse, la consécration effective des règles morales et administratives destinées à protéger les praticiens du métier de l'information contre les abus du pouvoir politique et de l'empire de l'argent, sont autant d'objectifs que le combat pour la presse libre dans notre pays a fait émerger en tant qu'idéaux à atteindre, du moins à approcher. Ce combat a commencé sous le régime du parti unique, à la veille des grands bouleversements politiques et sociaux que la fracture d'Octobre allait libérer. Après la consécration du pluralisme de la presse écrite au début des années 1990 - titres lancés par les anciens journalistes de la presse publique à qui le gouvernement avait accordé trois ans d'avance sur salaire -, les premiers obstacles surgirent à la faveur du contexte politique et sécuritaire qui allait s'installer à partir de janvier 1992, lorsque les résultats des législatives ont été annulés et le Fis interdit quelques mois plus tard. La subversion terroriste, qui a ciblé la corporation de la presse, et les pressions du gouvernement - par lesquelles il faisait valoir un nébuleux et flexible «intérêt national» pour limiter la liberté de parole - avaient imposé aux journalistes et aux organes dans lesquels ils exerçaient un parcours tortueux, semé d'embûches, et où de multiples abus ont été commis, allant jusqu'à la suspension de certains titres et l'incarcération de jour-

nalistes. La corporation n'a pas baissé les bras. Pourtant, elle a eu ses martyrs, à commencer par celui, Tahar Djaout, dont le nom est apposé sur le fronton de la Maison de la presse du 1<sup>er</sup> Mai.

## Vers une orbite plus étendue

En tout cas, malgré toutes les vicissitudes par lesquelles elle est passée, la presse algérienne peut s'enorgueillir d'avoir accompagné la société dans son parcours mouvementé des trois dernières décennies. Elle a porté sa voix; elle a répercuté ses angoisses et ses difficultés, malgré les restrictions qui ont parfois grevé sa liberté d'action. Les tentatives de réduire la marge de manœuvre de la presse ne viennent pas exclusivement du gouvernement et des pouvoirs publics; elles sont plus sournoises et, sans doute, plus fatales, lorsqu'elles viennent du pouvoir de l'argent, des notabilités et de la mafia de l'informel. Ces tribulations ont fini par brouiller parfois les fils de la conduite et de l'exercice du métier de journaliste.

Le besoin de liberté d'expression, la soif de crier les injustices sociales, la bureaucratie et la hogra, se sont souvent heurtés à des intérêts occultes; ce qui ne manque pas de mettre en difficulté les hommes de presse et leurs titres. Ces situations de pression et d'incompréhension peuvent même conduire à des excès ou abus contraires, qui viendraient de la presse elle-même. Ce qui pose en termes crus le besoin de références morales, une sorte de charte à laquelle adhèreraient tous les acteurs de la société pour défendre la liberté de l'information tout en prévenant les éventuels abus pouvant provenir des pouvoirs publics, de la presse ou d'autres milieux de la société.

Sans doute, l'expérience de presque trois décennies de presse écrite indépendante, illustrée par plus plusieurs dizaines de titres, peut logiquement permettre de lancer ce débat, qui semble de plus en plus gagner en maturité.

On sait que d'autres problèmes - logistiques, de ressources humaines... - grèvent encore une grande partie des titres. Les organes privés, qui représentent l'écrasante majorité du personnel employé dans le métier de la presse écrite, n'ont pas encore de grilles uniformes. Certains d'entre eux continuent même à «traîner» une partie du personnel sans déclaration sociale. C'est le ministère du Travail et de la Sécurité sociale qui s'en est «ému» en 2010, poussant les caisses d'assurances à réclamer des cotisations pour l'emploi de pigistes et même de collaborateurs extérieurs déjà affiliés à la sécurité sociale. Avec le bond numérique, qui projette la presse algérienne sur une orbite plus étendue en matière de lectorat et qui lui confère une vitesse et un interactivité inégalées, les efforts à déployer, en termes de professionnalisme, d'éthique et de mise à niveau des compétences, sont énormes. Le support ne peut être le réceptacle de publicité, censée financer le titre, qu'en acquérant un lectorat étoffé, agissant dans une interactivité riche et diversifiée y compris à travers les réseaux sociaux. **S. T.**

Oxford Business Group

# L'Algérie met l'accent sur la durabilité environnementale

Des organisations communautaires et d'entreprises se sont associées au gouvernement algérien afin d'entamer une action collective visant à apporter des solutions aux problèmes environnementaux d'Alger, en lançant une initiative destinée à améliorer la durabilité écologique et la gestion des déchets dans la capitale algérienne, a indiqué Oxford Business Groupe (OBG) dans un document publié sur son site Web.



**D**ébut février, l'association à but non lucratif algérienne Sidra avait lancé, en collaboration avec le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables et l'Agence belge de développement, le projet Ecodzair, avec pour objectif d'accroître la coopération entre la wilaya d'Alger et les groupes de la société civile dans le domaine environnemental, note OBG.

Dans le cadre de cette initiative, dix associations spécialisées dans les questions environnementales proposeront des ateliers afin de renforcer les capacités existantes de la ville et de faire participer la société civile locale à la protection de l'espace public en réduisant les décharges sauvages (ou illégales) et d'autres types de pollution.

Sidra a profité du lancement de février pour signer un accord de partenariat avec l'APC de Belouizdad où elle mettra en place sa première campagne de sensibilisation.

L'annonce de l'initiative Ecodzair a été suivie mi-février de la mise sur pied d'un programme pilote de recyclage auquel participent 20 hôtels.

Le programme, issu d'un accord entre les

hôtels, le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, et l'Entreprise publique de gestion des centres d'enfouissement technique, permettra à ses participants de dégager des revenus supplémentaires grâce au recyclage des déchets.

Une fois le programme pilote achevé, tous les hôtels, établissements touristiques et restaurants classés participeront à cette initiative de développement durable.

## L'économie verte comme stratégie nationale en Algérie

Ce projet s'inscrit dans un ensemble plus vaste de politiques qui visent à apporter des solutions aux problèmes environnementaux et à diversifier une économie dépendante des hydrocarbures par le biais du développement de l'économie verte, souligne OBG qui rappelle que dans le domaine de la gestion des déchets, le schéma directeur se concentre sur des solutions de valorisation des déchets, qui requièrent, notamment des investissements susceptibles d'établir un écosystème compétitif.

De plus, la stratégie environnementale mise en place par le gouvernement à l'horizon

2035 s'appuie déjà sur deux projets phares destinés à répondre aux préoccupations rencontrées dans les zones urbaines : le Programme national de gestion des déchets solides municipaux (Progdem) et le Plan national de gestion des déchets spéciaux (Pnagdes).

Ces programmes ont entraîné l'éradication de plus de .dépôts de déchets informels à travers le pays, le plus grand d'entre eux, situé dans la banlieue d'Oued Smar, ayant été, depuis, transformé en jardin public, ainsi que la réalisation de 177 sites d'enfouissement technique de déchets ménagers et de 38 autres pour les déchets internes.

Ces initiatives ont également permis de créer 47 établissements publics à caractère industriel et commercial, 16 centres de tri des déchets ménagers et cinq déchetteries.

Ensemble, le Progdem et le Pnagdes procèdent à la gestion d'environ 13 millions de tonnes de déchets ménagers par an, dont plus de 7 millions de tonnes sont récupérables ou recyclables, indique la même source.

Si les efforts déployés par le secteur public ont su améliorer la gestion des

déchets ménagers, la récupération des déchets et le recyclage constituent toujours en grande partie des activités informelles, ouvrant la voie à une participation accrue du secteur privé, note OBG.

Le marché potentiel du recyclage en Algérie, qui produit 16 millions de tonnes de déchets par an, a été estimé à plus de 500 millions de dollars, selon les chiffres du secteur, «ce qui montre bien qu'une gestion et une récupération insuffisante des déchets représentent non seulement des risques sanitaires mais également des occasions manquées», relève le rapport d'OBG.

L'enlèvement, le transport et le traitement des déchets, tout comme le recyclage, sont considérés comme des secteurs présentant un fort potentiel de création d'emploi et d'investissement.

En outre, des discussions sont actuellement en cours entre différentes entités gouvernementales sur le cadre réglementaire de la Délégation de service public (DSP).

Ce type de partenariat public-privé permettrait aux collectivités locales de confier la gestion de projets complexes ou nécessitant des investissements lourds au secteur privé, précise OBG. Les DSP constitueraient ainsi une opportunité pour les wilayas et les communes de développer des solutions intégrées de gestion des déchets, focalisées sur leurs besoins spécifiques via la rédaction de cahiers des charges adaptés, tandis que les entreprises spécialisées seraient en mesure de leur apporter un haut niveau d'expertise.

L'Agence nationale des déchets (AND) joue un rôle central dans la politique de promotion des investissements, en accompagnant notamment les collectivités locales dans la rédaction du cahier des charges et l'établissement d'une stratégie de long terme. L'adoption prochaine de nouvelles lois qui simplifieront la création d'entreprises, ainsi que la mise en place de mesures fiscales spécifiques, aura pour effet de stimuler le secteur en rendant la formalisation plus attractive pour les entreprises du secteur informel.

Bilal L.

## Coopération industrielle Yousfi s'entretient avec l'ambassadeur mexicain

■ Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, a reçu à Alger, l'ambassadeur du Mexique, Juan José Gonzalez, avec qui il a évoqué la coopération économique algéro-mexicaine.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont examiné notamment la coopération dans le secteur industriel et les moyens de renforcer le partenariat entre les entreprises des deux pays, a indiqué le ministère dans un communiqué.

A cet effet, l'ambassadeur mexicain a rappelé «l'intérêt des entreprises mexicaines pour le marché algérien, notamment dans les secteurs de la sous-traitance, pharmaceutique et chimique», a ajouté la même source. Pour sa part, M. Yousfi a exprimé la volonté de l'Algérie de développer davantage les partenariats avec la partie mexicaine dans différents secteurs.

Reda A.

Prix du pétrole

## Le Brent se stabilise autour de 68,24 dollars

**L**es cours du pétrole se stabilisaient vendredi en cours d'échanges européens dans un marché hésitant alors que les tensions entre la Chine et les Etats-Unis pourraient entamer la demande mondiale.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 68,24 dollars à 14h20 GMT sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 9 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mai cédait 26 cents à 63,28 dollars une heure après son ouverture.

Après avoir fortement reculé lundi, les

cours sont restés stables sur les trois dernières séances, évoluant notamment au gré des annonces américaines et chinoises.

La Chine a assuré vendredi ne pas craindre de payer le prix d'une guerre commerciale avec les Etats-Unis, après que Donald Trump eut doublé les enchères en menaçant de viser les importations chinoises à hauteur de 100 milliards de dollars.

Les échanges de menaces sont devenus quasi-quotidiens cette semaine de part et d'autre du Pacifique, le ministère chinois du Commerce ayant réagi sans tarder aux derniers avertissements du président américain, en dépit d'un jour férié en Chine.

«Le pétrole évolue dernièrement au gré des hausses et des baisses de la Bourse

américaine, et devrait donc rester volatile avec les évolutions des tensions commerciales», ont résumé les analystes de Saxo Bank. «Il va aussi falloir observer le dollar sur la séance», a ajouté Olivier Jakob, analyste chez Petromatrix.

Le billet vert n'a pas réagi à la publication de données décevantes sur l'emploi américain, mais pourrait être affecté par des déclarations de Jerome Powell, président de la Réserve fédérale américaine, après la clôture européenne.

Une hausse du dollar rendrait le coût du pétrole, fixé en monnaie américaine des deux côtés de l'Atlantique, plus coûteux pour les investisseurs utilisant d'autres devises.

K. L.

Espagne

# Pour Puigdemont, l'indépendance de la Catalogne n'est pas l'unique solution

L'ex-président catalan, Carles Puigdemont, a assuré hier, au lendemain de sa libération en Allemagne, que l'indépendance de la Catalogne n'était pas l'unique solution au conflit qui l'oppose à Madrid et s'est dit prêt à travailler avec le gouvernement espagnol.



«**N**on, non, je l'ai toujours dit», a-t-il répondu, interrogé lors d'une conférence de presse à Berlin, où il séjourne désormais, pour savoir si l'indépendance était l'unique solution.

«J'ai toujours dit que c'était notre proposition, mais bien sûr nous sommes prêts à écouter et à travailler si les autorités espagnoles ont un projet espagnol pour la Catalogne», a-t-il ajouté, s'exprimant tour à tour en catalan, anglais et espagnol.

Mais, a-t-il aussi prévenu, «il faut commencer à admettre que l'indépendantisme catalan démocratique est une réalité déterminante». L'indépendantiste a également dit souhaiter une «médiation internationale» pour tenter de sortir de la crise. «L'un de mes derniers appels internationaux avait

pour but de demander aux autorités espagnoles d'accepter une médiation internationale», a-t-il ajouté, car «nous voulons discuter et négocier».

Carles Puigdemont, incarcéré depuis une dizaine de jours, a été libéré vendredi après avoir versé une caution de 75 000 euros. Soumis à un contrôle judiciaire, il attend d'être fixé sur son sort par la justice allemande chargée d'examiner une demande d'extradition de l'Espagne.

Sa libération avait été ordonnée jeudi par un tribunal allemand, infligeant un camouflet aux autorités espagnoles.

Le Catalan a assuré qu'il voulait rester dans la capitale allemande puis, une fois sa situation judiciaire réglée, retourner en Belgique. Il a également réaffirmé son souhait de voir l'indépendantiste incarcéré Jordi Sanchez être

désigné comme candidat à la présidence régionale de Catalogne. Des propos tenus peu avant que le président du Parlement catalan, Roger Torrent, ne le désigne effectivement, alors que la présidence est toujours vacante après trois tentatives infructueuses.

La justice allemande a rejeté l'accusation de «rébellion» formulée par l'Espagne à l'encontre de M. Puigdemont, pourtant clé de voûte du mandat d'arrêt européen qui a conduit le 25 mars à son interpellation.

A Berlin, l'indépendantiste, portant un bouquet de tulipes jaunes et tout sourire, s'est aussi livré à un petit bain de foule, entouré de ses sympathisants qui ont entonné l'hymne catalan et agité des drapeaux. De son côté, la ministre allemande de la Justice, Katarina Barley, a salué la libération de Puigdemont, estimant que la déci-

sion des juges allemands était «absolument correcte», ce qui a suscité un certain émoi en Espagne. La ministre social-démocrate a également assuré au quotidien *Süddeutsche Zeitung* qu'il ne serait «pas facile» pour Madrid d'étayer les accusations de détournement de fonds contre M. Puigdemont.

Elle a aussi prévenu qu'en l'absence de nouvel élément probant «M. Puigdemont serait un homme libre dans un pays libre, à savoir l'Allemagne».

Des propos qui tranchent avec la modération affichée jusqu'ici par Berlin, qui a répété que le dossier était entre les seules mains de la justice.

A Madrid, le chef du gouvernement Mariano Rajoy a assuré ne pas vouloir s'immiscer dans ce dossier «absolument judiciaire».

AFP

Empoisonnement de l'ancien agent russe

## La Biélorussie demande une enquête objective

Le ministre biélorusse des Affaires étrangères, Vladimir Makeï, a demandé vendredi qu'une enquête objective soit menée sur l'affaire de l'empoisonnement de l'ancien agent double russe, ont rapporté des médias.

La Biélorussie s'est opposée à toute dénonciation hâtive avant que ne soit menée une enquête objective sur ce qu'il s'est passé, a dit M. Makeï à des journalistes, appelant toutes les parties concernées à travailler ensemble dans le cadre de l'enquête.

L'ancien agent russe du renseignement, Sergueï Skripal, et sa fille

Ioulia, ont été retrouvés inconscients sur le banc d'un centre commercial de la ville de Salisbury, au sud de l'Angleterre, le 4 mars. La Grande-Bretagne a affirmé qu'ils ont été exposés à un agent innervant de qualité militaire, le Novichok, et a tenu la Russie pour responsable.

Moscou a démenti toute implication dans cette affaire et a considéré les accusations britanniques comme «totalement inacceptables».

L'empoisonnement des Skripal a suscité depuis le 14 mars une série historique d'expulsions croisées de la Russie et des pays occidentaux de quelque 300 diplomates.

Ancien colonel du service de renseignement de l'armée russe (GRU), Sergueï Skripal avait été condamné par Moscou pour «haute trahison» en 2006 avant de faire l'objet d'un échange d'espions en 2010. Il s'était alors installé en Angleterre.

Reda A.

Hongrie

# L'«illibéral» Orban brigue quatre ans de plus

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, un des dirigeants les plus controversés au sein de l'Union européenne, part favori pour remporter aujourd'hui un troisième scrutin législatif d'affilée et consolider en Hongrie un pouvoir «illibéral» qui a profondément transformé le pays.

Les sondages donnent une avance de 20 à 30 points à son parti national-conservateur Fidesz et la principale inconnue du scrutin porte sur l'ampleur de la victoire promise: il avait remporté il y a quatre ans une «super-majorité» au Parlement, mais pourrait devoir se contenter d'une majorité relative.

Au pouvoir depuis 2010, M. Orban, 54 ans, ne s'y est pas trompé. Dans son dernier discours de campagne vendredi soir à Szekesfehervar (sud-ouest), il s'est efforcé de conserver intacte la mobilisation de ses partisans.

«Il ne suffit pas d'arriver premier dans les sondages: il faut arriver premier le jour du vote», a-t-il souli-

gné, rappelant que donné favori à l'issue de son premier mandat (1998-2002), il avait dû s'incliner aux législatives.

Admiré par les droites populistes européennes, honni par ceux qui l'accusent de dérive autoritaire, le Premier ministre, devenu le fer de lance de la lutte contre l'immigration en Europe, entend rendre «irréversibles», selon ses mots, les changements impulsés depuis son retour aux commandes.

Il a recueilli vendredi à Budapest le soutien du patron de la droite polonaise au pouvoir, Jaroslaw Kaczynski, qui a souligné que «la liberté, la souveraineté et la dignité des nations sont liées à Viktor Orban».

Le Français Joseph Daul, président au Parlement européen du Parti populaire européen (PPE), dont est membre le Fidesz, a également fait part de ses vœux de victoire pour M. Orban, estimant qu'il «continuera à apporter stabilité et prospérité aux citoyens hon-

grois». Mais l'opposition, qui dénonce le clientélisme et la déliquescence des services publics, caresse l'espoir de capitaliser sur la lassitude d'une partie des électeurs envers les diatribes du dirigeant contre le milliardaire Georges Soros et la «menace» migratoire, obsessions de sa campagne.

En février, un candidat unique de l'opposition avait remporté à la surprise générale des municipales dans un fief réputé imprenable du Fidesz, à Hodmezovasarhely, créant un séisme jusqu'au sein de ce parti.

«La logique veut que le Fidesz gagne, mais il y potentiellement de la surprise dans l'air», estime pour l'AFP le politologue Gabor Torok.

### Bras de fer

De nombreuses allégations de corruption ont visé l'entourage de Viktor Orban. Débordée par le discours de plus en plus nationaliste du gouvernement, la formation d'extrême droite Jobbik se présente en

parti aux «mains propres».

Mais contrairement à ce qui s'est produit localement à Hodmezovasarhely, aucune union sacrée n'a été scellée pour les législatives entre cette formation et une gauche morcelée, ce qui permet selon les analystes au Fidesz de conserver toutes ses chances de victoire.

M. Orban a agité durant toute sa campagne le spectre d'un chaos migratoire et d'ennemis qui «veulent déposséder» les Hongrois «de leur pays».

Admirateur revendiqué du président russe Vladimir Poutine et chantre d'une démocratie «illibérale», il a assumé depuis huit ans un style de gouvernement limitant certaines libertés au nom de l'«intérêt national», reprise en main de l'économie, des médias et de la justice à la clé.

Ces réformes ont porté atteinte à l'Etat de droit et entraîné un recul des valeurs démocratiques, critiquent l'opposition et de nombreux

observatoires internationaux.

Le dirigeant a aussi multiplié les bras de fer avec l'Union européenne, notamment sur la question migratoire. Des procédures d'infraction ont par ailleurs été ouvertes contre Budapest en raison, notamment de lois renforçant le contrôle sur les organisations de la société civile. Mais le PPE, auquel appartient aussi la CDU d'Angela Merkel, ne lui a jamais retiré son soutien. Et si la Hongrie est opposée à une intégration renforcée de l'UE, elle n'a jamais menacé de quitter l'Union. Le pays est en effet l'un des principaux bénéficiaires des fonds européens qui ont contribué à son dynamisme économique retrouvé, après la crise de la fin des années 2000. Ce bilan économique a été l'un des principaux arguments du gouvernement dans une campagne où le Premier ministre n'a participé à aucun débat, se contentant d'apparitions publiques soigneusement mises en scène.

AFP

Greffe rénale

# Le prélèvement d'organes sur des personnes décédées est une solution idoine

**Le prélèvement d'organes sur des personnes décédées «est une solution idoine» pour la prise en charge des greffes rénales, a affirmé jeudi le professeur Mustapha Benmansour, chef de service de néphrologie au CHU Dr Tidjani Damerdjil de Tlemcen.**



Intervenant à l'occasion d'une cérémonie préparatoire de la centième greffe rénale au niveau de cet établissement, ce spécialiste a mis l'accent, devant les autorités locales, à leur tête le wali, Ali Benyaïche, sur la nécessité de ces prélèvements eu égard aux besoins sans cesse pressants au niveau du CHU, soulignant que «cela ne s'arrête pas au stade de l'acte opératoire ou de la sélection des futurs greffés, mais demande un suivi permanent des malades».

«La greffe n'est pas aussi

simple que l'on le pense. Elle nécessite la réunion de plusieurs facteurs pour l'effectuer», a-t-il expliqué.

Ce programme, en cours de développement pour la transplantation rénale, permettra au CHU de Tlemcen de s'ériger en pôle régional pour la greffe rénale pour espérer atteindre la transplantation entre 50 et 60 malades/an, a-t-il ajouté, proposant l'édification d'un pôle à Oran pour la greffe rénale pour enfants.

Le service de néphrologie, qui effectue des séances de dia-

lyse au profit d'un millier de patients à travers la wilaya de Tlemcen, voit arriver, annuellement, entre 100 à 140 malades nouveaux par an, dont 30 à 40 doivent être greffés, selon la même source.

Cependant, ce programme est confronté à la réticence de dons d'organes, en dépit des multiples actions de sensibilisation menées sur le terrain, dont notamment un colloque organisé en 2011 sur ce thème, d'où la nécessité du prélèvement sur les cadavres, a-t-il insisté.

Pour sa part, le chef de servi-

ce de chirurgie A, le Dr. Abi Ayad Chakib, a donné un historique de la greffe rénale qui a débuté en décembre 2007, pour atteindre, actuellement, 98 interventions du genre. La centième étant prévue pour la deuxième quinzaine de ce mois d'avril.

Organisée par le comité de greffe du CHU de Tlemcen, cette cérémonie, abritée par la bibliothèque Bachir Benamar, a réuni les équipes médicales des deux services, des représentants de la direction générale de l'établissement, des greffés, des donneurs et des malades en instance de greffe.

Répondant à leurs sollicitations, le responsable de l'exécutif s'est engagé à mobiliser tous les moyens et équipements nécessaires pour assurer la suite de ce genre d'interventions chirurgicales et leur augmentation graduelle, invitant les greffés à s'organiser en association pour mieux sensibiliser les donneurs potentiels. Le directeur général du CHU, Nasreddine Mazouni, a rappelé que l'équipe de chirurgie A s'est engagée à réaliser, en 2018, quatre interventions/mois, soit 48 pour toute l'année.

H. T.

## Interventions ophtalmologiques de solidarité

Initiées par l'association Tagemi à Adrar

Des interventions ophtalmologiques sont effectuées dans la commune d'Aoulef (250 km à l'est d'Adrar), dans le cadre de la 10ème semaine de solidarité en ophtalmologie, initiée par l'association humanitaire Tagemi de la commune d'El Atteuf (Ghardaïa).

L'initiative de cinq jours prévoit l'organisation, au profit des malades défavorisés et atteints de maladies oculaires, d'interventions chirurgicales de la cataracte, usant de moyens et équipements médicaux des plus modernes (Phacoémulsification), a précisé à l'APS le président de l'association, Mohammed Benyoucef.

Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés par les services de l'établissement hospitalier d'Aoulef pour la réussite de ces interventions, premières du genre à Aoulef, qui devront profiter à quelques 160 malades, parmi les 450 personnes préalablement consultés par le staff médical et paramédical membres de l'association, venus de différentes wilayas du pays.

L'initiative vise, selon M. Benyoucef, l'ancrage des valeurs de solidarité et des principes humanitaires puisées de nos valeurs religieuses, l'échange d'expériences dans la formation et la promotion de la santé pour la société, en vue de lutter contre la cécité et d'épargner les lourdes charges à la santé publique.

Selon son premier responsable, l'association, qui a reçu un don d'équipements médicaux spécialisés en ophtalmologie du Japon, s'est attelée à intensifier les campagnes médicales de solidarité au profit du plus grand nombre possible de malades, notamment ceux du Sud du pays présentant la maladie de la cataracte.

L'association entend étendre ses actions bénévoles par l'organisation, les 11 et 12 avril, en coordination avec l'association caritative El-Ihsane de Reggane (Sud d'Adrar), une caravane de solidarité Ahbeb Allah au profit des familles défavorisées de la région.

Cette caravane qui ciblera quelques 150 familles nécessiteuses et des membres aux besoins spécifiques porte sur l'octroi d'aides de solidarité, dont des denrées alimentaires, des fauteuils roulants, des matelas médicaux, des appareils électroménagers.

Le programme de l'association prévoit également l'organisation du 16 au 21 avril courant d'une campagne de solidarité en chirurgie infantile et en ORL au niveau des établissements hospitaliers d'Aoulef et Adrar.

B. R.

3<sup>èmes</sup> journées du CAC de Annaba

# L'ambulatoire et l'optimisation des soins en cancérologie au centre de débats

L'ambulatoire et l'optimisation des soins en cancérologie étaient au centre de débats des travaux des 3èmes journées du centre anti-cancer (CAC) de Annaba ouvertes jeudi, en présence de plus de 400 médecins et gestionnaires de structures oncologiques du pays.

Après l'engagement du plan national anti-cancer 2015/2019 et la réalisation de structures et centres spécialisés dotés d'équipement sanitaire modernes, les efforts s'orientent aujourd'hui vers l'optimisation de l'exploitation des structures existantes et l'amélioration de la qualité des soins par l'élargissement des soins externes (hospitalisation à domicile) pour cancéreux, a soutenu le Pr. Hanane Djedi, chef du service radiothérapie du CAC-Annaba. Les nouveaux médica-

ments anti-cancer sous forme de comprimés permettent " l'élargissement du recours aux soins externes et la réduction des charges d'hospitalisation tout en offrant de meilleures conditions humaines et psychologiques de traitement des cancéreux parmi ses proches ", a assuré la même praticienne.

Le recours à ce mode de traitement s'effectuera dans le respect des prescriptions sanitaires strictes et avec un proche suivi du patient accompagné de la sensibilisation du malade et son entourage, a indiqué le Pr. Djedi qui fait état de plus 3 000 nouveaux cas de cancer enregistrés durant 2017 par le CAC-Annaba qui couvre plusieurs wilayas voisines.

De son côté, le Pr. Messaoud Zitouni, coordinateur national du Plan national anti-

cancer 2015/2019, a estimé que la stratégie de lutte contre le cancer place le patient au centre de la problématique de prise en charge en insistant sur l'importance de la prévention et du diagnostic précoce, sur la gestion rationnelle sur le plan matériel et sur la formation des médecins pour demeurer à jour des évolutions scientifiques dans le domaine oncologique.

Organisée conjointement par le centre hospitalo-universitaire, CHU-Ibn Rochd et le CAC de Annaba, la rencontre de deux jours devra donner lieu à la présentation de communications sur les cancers du côlon et du sein, les techniques de diagnostic, les protocoles de traitement et l'organisation du réseau de traitement externe.

H. T.

Wilaya d'Alger

# Le réseau de la femme enceinte «opérationnel»

Le réseau spécialisé dans la prise en charge de la femme gestante (enceinte) dans la wilaya d'Alger est opérationnel depuis jeudi dernier afin de réduire " considérablement " le taux de mortalité maternelle et infantile, a annoncé jeudi le directeur de la santé de la wilaya d'Alger, Mohamed Miraoui. Ce réseau chargé de la prise en charge totale de la femme enceinte à partir du début de la grossesse jusqu'à l'accouchement, par le biais d'un plan efficace classifiant et répartissant

les femmes enceintes en quatre paliers allant d'un accouchement simple à un accouchement compliqué, a pour but de réduire le taux de mortalité maternelle et infantile, a expliqué M. Miraoui lors de la cérémonie du lancement de ce réseau à l'occasion d'une rencontre au niveau de l'Institut nationale de formation supérieure paramédicale d'Alger.

Le coordinateur de la wilaya d'Alger dans la mise en place du réseau de la femme gestante, le Pr Smaïl Guerroumi a expliqué que ce

réseau " flexible " et " souple " va orienter la femme enceinte, en premier lieu, vers des structures de planification maternelle et infantile (des polyclinique ou des salles de soins) ou des cabinets médicaux privés (437 cabinets à Alger), des établissements sanitaires dans lesquels elle recevra une " prise en charge totale " et un suivi médical avant de l'orienter soit vers le deuxième palier (accouchement normal sans bloc opératoire) ou le troisième palier (accouchement en bloc opératoire) ou le quatrième palier (accouche-

ment à haut risques).

Les structures des paliers 3 et 4 sont dotées d'unités de néonatalogie (au profit des enfants prématurés ou présentant des pathologies) et d'unités de réanimation médicale du nouveau-né et de l'adulte, a indiqué le Pr. Guerroumi. Cette organisation permet à la femme enceinte de savoir par avance la structure hospitalière dans laquelle elle va accoucher, ce qui va permettre " une bien meilleure prise en charge " de la femme enceinte et réduire " considérablement " le taux de mor-

talité, a indiqué le Dr. Fatima Agadir, chef de service à la direction de la santé et de la population de la wilaya d'Alger. Le coordinateur national de ce réseau, le Dr Adad a affirmé, pour sa part, que " ce réseau sera généralisé au niveau national ", ajoutant que " les bienfaits d'un tel plan seront, non seulement, ressentis par la femme enceinte, mais aussi par tous les patients (toutes les pathologies confondues) au niveau des services d'urgences.

H. Y.

Caisse régionale de mutualité agricole de Chlef

# Début d'indemnisation des agriculteurs

**Les services de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) de Chlef ont entamé l'indemnisation des agriculteurs, ayant subi des pertes suite aux dernières intempéries enregistrées dans la région, a-t-on appris, jeudi du directeur de cette structure.**

L'opération d'indemnisation a profité, à ce jour, à près d'une quarantaine d'agriculteurs, assurés auprès des agences de la CRMA de Ténès et Chlef, destinataires d'un montant global de près de 25 millions de dinars, suite à l'étude de leurs dossiers par la cellule de crise, installée fin mars dernier, aux fins de constater les dégâts occasionnés aux récoltes suite aux dernières intempéries, a déclaré à l'APS Ali Roubine.

Il a, en outre, fait part d'une accélération des procédures, en application des orientations de la direction générale portant entame de l'indemnisation des agriculteurs dès réception du rapport d'expertise sur les dégâts subis, assurant que la procédure a été suivie concernant les propriétaires de serres, qui ont reçu leurs indemnités, 48 heures seulement, après l'expertise en question. A noter que la cellule de crise sus citée a estimé, à 120, le nombre d'agriculteurs ayant subi des dégâts dans leurs récoltes suite aux intempéries, sachant



qu'une grande partie des dégâts subis a été recensée chez les propriétaires de serres et les cultivateurs de tomates et de pomme de terre, attendues à la collecte dans les prochains jours, selon le responsable, qui a expliqué que l'indemnisation des Fellahs concernés se fait en rapport des dégâts subis comparativement au volume de production prévisionnelle attendu et réel.

M Roubine s'est félicité, à l'occasion, que de nombreux agriculteurs (encouragés par les procédures d'accélération des indemnités) se soient rapprochés, des services

de la CRMA, signalant le recensement, ces deux dernières semaines, de pas moins de 35 nouveaux assurés auprès des agences CRMA de Ténès et Chlef.

A noter que la CRMA de Chlef occupe la première place nationale dans le nombre de contrats d'assurance agricole enregistrés à son niveau, estimés à plus de 800 en 2017, au moment où plus de 300 nouveaux contrats d'assurance agricole ont été déjà signés, à son niveau, durant le premier trimestre 2018.

H. Y.

Constantine

## Quatre nouvelles sûretés pour sécuriser les extensions urbaines

La wilaya de Constantine vient de bénéficier d'un programme de réalisation de quatre (4) nouvelles sûretés urbaines destinées à renforcer la sécurité dans les nouvelles agglomérations, a-t-on indiqué jeudi auprès de la sûreté de wilaya. Les nouvelles sûretés urbaines seront réalisées à l'extension ouest de la ville Ali Mendjeli, à l'unité de voisinage (UV20) de cette même ville, au nouveau pôle urbain intégré de Massinissa et à Ain Abid, a-t-on précisé de même source, affirmant que toutes les procédures administratives relatives au lancement des chantiers ont été «déjà conclues».

La réalisation de ces nouvelles infrastructures de sécurité a été décidée dans le cadre des efforts d'accompagnement du processus

d'extension urbaine que connaît cette wilaya, a-t-on fait savoir, mettant l'accent sur l'importance de cet «apport» dans la consolidation du taux de couverture sécuritaire dépassant les 90% à Constantine.

Dans ce sens, la même source a indiqué que le taux de couverture sécuritaire a atteint les 95% à la ville Ali Mendjeli, l'une des plus importantes extensions urbaines de Constantine avec une population dont le nombre dépasse les 350.000 habitants «encadrée» en matière de sécurité par sept (7) sûretés urbaines en attendant la mise en service «prochaine» de six (6) autres infrastructures similaires, d'une sûreté de daïra et d'une brigade mobile de police judiciaire (BMPJ). S'agissant des pôles urbains inté-

grés qui commencent à émerger à Massinissa, à Ain Nehas, sur les abords de la ville Ali Mendjeli et à Didouche Mourad, la même source a affirmé qu'un plan de «dotation» de ces agglomérations en structures de sécurité a été arrêté et sera exécuté en parallèle de la réception des programmes de logements en cours de réalisation.

Les autorités locales de concert avec la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) œuvrent actuellement à «doter» les nouveaux pôles urbains intégrés réalisés à Constantine ou en cours de réalisation en structures de sécurité nécessaires permettant un meilleur cadre de vie aux populations concernées, a-t-on conclu.

T. M.

Khenchela

## Distribution prochaine de 6.000 logements

■ Un total de 6.000 logements, tous segments confondus, sera distribué dans plusieurs communes de la wilaya de Khenchela «avant la fin de l'année 2018», a indiqué jeudi le chef de l'exécutif local, Kamel Nouicer. Parmi ce nombre global, 4.000 habitations font partie du programme de logement public locatif (LPL) et 2.000 autres appartiennent aux formules location-vente de l'agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) et le logement promotionnel aidé (LPA), a souligné à la presse, le wali.

Le financement nécessaire pour la concrétisation de l'ensemble des programmes de ce secteur (réalisation des logements et travaux d'aménagement extérieur) a été assuré, a déclaré dans ce contexte,

M. Nouicer.

S'agissant des commodités publiques liées à ces programmes d'habitat, le chef de l'exécutif local a précisé que les programmes d'habitat qui seront concrétisés dans la wilaya de Khenchela, seront soutenus par des projets publics d'accompagnement, lycées, CEM (collège d'enseignement moyen) notamment, a affirmé le wali.

Pas moins de 500 LPL seront attribués au cours «des tous prochains jours» dans la commune de Kais, a-t-il encore ajouté, rappelant qu'un quota similaire de ce même type d'habitat, a été distribué dans la même localité, en mars dernier.

K. T.

Souk Ahras

## Octroi des permis de construire pour 15 projets d'investissement

■ Des permis de construire pour l'ouverture des chantiers de 15 projets d'investissement viennent d'être accordés à des porteurs de projets à Souk Ahras, apprend-on jeudi, auprès des services de wilaya.

Un délai de six mois a été donné à ces opérateurs pour engager leurs projets et en cas de constatation du non-sérieux du concerné le permis sera annulé par arrêté du wali et le terrain sera récupéré, a affirmé la même source. Ces projets comprennent, entre autres, un centre commercial et un motel, un complexe touristique, une unité de produits détergents, une unité d'embouteillage d'eau minérale et boissons gazeuses, une boulangerie industrielle, une unité d'emballage de produits alimentaires, une laiterie, une unité de conservation en froid de denrées et une usine de produit de tubes, est-il indiqué.

Dix zones d'activités viennent d'être aménagées à travers la wilaya et cinq autres sont en cours de l'être à Bir Bouhouche, Oued Kéberit, Sidi Fredj, Heddada et Merahna parallèlement aux travaux de réhabilitation de la zone industrielle de M'daourouch s'étendant sur 220 hectares, ajoutent les mêmes services.

Aussi, 111 mises en demeure ont été adressées début mars à des investisseurs ayant obtenu des permis de construire mais n'ont pas lancé les travaux ou ont déposé des dossiers de demande de permis de construire mais n'ont pas tenté de remédier aux réserves techniques formulées, ont encore indiqué les services de wilaya.

L. O.

Laghouat

## Lancement de la seconde phase des travaux de la mosquée pôle

■ La seconde phase des travaux du projet de la mosquée pôle de Laghouat a été lancée jeudi, en présence de représentants des ministères de l'Habitat, l'Urbanisme et la Ville et les Affaires religieuses et les Wakfs.

Cette seconde phase porte sur les travaux secondaires et la décoration avec l'utilisation de matériaux de production nationale et la contribution d'artistes et d'artistes de la région, a indiqué à l'APS le wali de Laghouat, Ahmed Meguellati.

Les travaux de cette seconde phase, dans ses volets revêtements et menuiserie en bois, sont scindés en huit (8) lots, tandis que les travaux des réseaux divers et des équipements en six (6) lots, dans le but d'accélérer le rythme de réalisation.

Les dispositions ont été prises afin de parachever le projet dans ses délais et le livrer avant la fin de l'année en cours, a souligné le chef de l'exécutif de wilaya. Ce projet, retenu parmi la quinzaine de mosquées pôles similaires en réalisation à travers le pays, comportera une salle de prière pouvant contenir 21.000 fidèles, dont 2.000 femmes, ainsi qu'une bibliothèque, une salle de conférences, une salle polyvalente et une école coranique, selon sa fiche technique. Le coût de réalisation de cette mosquée pôle a dépassé les 1,73 milliard Da, en attendant une réévaluation financière pour finaliser quelques travaux légers, ont fait savoir les responsables de la Direction locale de l'Urbanisme, l'Architecture et la Construction.

K. Y.



# CONFLITS ►►

Irak

## Des années après la chute de Saddam, l'armée a dû vaincre ses démons

**Il y a 15 ans, ils étaient compagnons d'armes, mais lors de la guerre contre le groupe Etat islamique (EI), les commandants de la nouvelle armée irakienne ont dû affronter et vaincre leurs anciens camarades devenus des officiers du «califat».**



**D**urant les trois années de combat contre les jihadistes, Abdel Karim Khalaf, ancien général de l'armée, a acquis une conviction.

Certains jihadistes étaient issus de l'armée et «connaissaient», parfois personnellement, leurs commandants, affirme-t-il à l'AFP.

Ils «possédaient une expertise et des méthodes héritées de l'armée» de Saddam Hussein, ajoute cet ancien commandant désormais expert en questions militaires.

Ils connaissaient les tâches qui étaient habituellement confiées aux officiers subalternes «comme la construction de tunnels et de défenses terrestres», deux techniques largement utilisées par l'EI à travers l'Irak, mais aussi en Syrie voisine.

En 2003, dans la foulée de l'invasion menée par les Etats-Unis, l'une des premières décisions prises par Paul Bremer, l'administrateur américain de l'Irak, a été le démantèlement de l'ensemble des forces de sécurité du pays.

«Les Etats-Unis ont affaibli l'armée irakienne», déplore Abdel Karim Khalaf, qui a servi sous Saddam Hussein, a été évincé de l'armée en 2003 puis réintégré.

### Connaissance de l'ennemi

En 2014, lorsque l'EI a lancé une offensive fulgurante et s'est emparé du tiers de l'Irak, la «nouvelle» armée, qui n'était pas du tout préparée, a connu une débandade,

notamment à Mossoul, dans le nord.

Entre-temps, en réaction à la décision de Bremer, de nombreux militaires, policiers et autres officiers de renseignement avaient rejoint les mouvements combattant les forces étrangères puis irakiennes.

Beaucoup ont opté pour des mouvements jihadistes pourtant à l'opposé de l'idéologie du Baas de Saddam Hussein, un parti laïque et socialiste.

Et leur «expertise héritée de l'ère Saddam a été cruciale», affirme Fanar Haddad, spécialiste de l'Irak au Middle East Institute de Singapour.

Quand l'armée a lancé sa contre-offensive face à l'EI, elle s'est retrouvée dans une configuration inédite, explique Hicham al-Hachémi, spécialiste des mouvements jihadistes.

Les «anciens soldats de Saddam», comme par exemple des chefs des unités d'élite du contre-terrorisme, les CTS, fer de lance du combat anti-EI, entraînés et équipés par les Etats-Unis, se sont retrouvés face à «des anciens soldats de Saddam qui occupaient avec l'EI une partie de l'Irak».

La connaissance de l'ennemi a alors été cruciale, affirme M. Hachémi.

«La majorité de l'état-major actuel vient des forces spéciales de l'ancien régime», tout comme les commandants envoyés sur le terrain par l'EI. «Ils ont gagné parce qu'ils savaient que l'EI utilisait les méthodes» des forces spéciales sous Saddam Hussein et

ont pu anticiper leurs mouvements.

Fadel Ahmad al-Hayali, «le principal adjoint» du «calife» autoproclamé de l'EI Abou Bakr al-Baghdadi selon la Maison-Blanche, était l'un de ces anciens combattants.

### Entraînement «quasi-permanent»

Devenu n°2 de l'EI, il était chargé des transferts d'armes, d'explosifs, de véhicules et d'individus entre l'Irak et la Syrie jusqu'à ce qu'il soit tué dans un raid près de Mossoul en 2015.

Quant au «plus important stratège» de l'EI, selon l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, il s'agissait d'un ancien colonel du renseignement aérien de Saddam Hussein, Samir Abd Muhammad al-Khelifawi surnommé Haji Bakr. Il a vraisemblablement été tué en 2014 par des rebelles syriens.

Et ces exemples ne sont pas isolés, assure M. Hachémi, car dans les institutions que l'EI avaient mises en place, «le Diwan militaire et le Diwan de la sécurité étaient composés d'officiers de l'armée et du renseignement de Saddam Hussein».

L'appui aérien de la coalition dirigée par Washington a été déterminant dans la défaite de l'EI, mais, selon M. Khalaf, «les forces irakiennes connaissaient la nature de la bataille, la géographie du terrain».

«Nous avons compris comment l'enne-

mi combattait, et tout cela nous venait des réflexes acquis» sous Saddam Hussein, poursuit-il. A cela, souligne M. Haddad, sont venues s'ajouter des années d'expérience acquises dans un pays confronté à un cycle de violences meurtrières né du vide sécuritaire créé par l'invasion de 2003. «15 années sont passées depuis 2003 et ces années ont malheureusement donné aux Irakiens un entraînement intensif quasi-permanent en insurrection et en contre-insurrection», affirme-t-il.

AFP

Turquie

### L'armée dit avoir «neutralisé» 108 combattants kurdes

L'armée turque a annoncé hier avoir «neutralisé» 108 combattants kurdes au cours d'opérations dans le sud-est de la Turquie et dans le nord de l'Irak la semaine dernière.

Le terme «neutralisé» est utilisé par l'armée pour parler d'ennemis tués, blessés ou capturés au cours d'opérations militaires.

31 séparatistes du PKK, (Parti des travailleurs du Kurdistan) ont été neutralisés dans les provinces de Tunceli, Mardin, Diyarbakir et Sirnak, précise l'armée.

77 combattants ont été neutralisés lors d'opérations transfrontalières.

Plus tôt hier, l'armée a annoncé avoir neutralisé six combattants au cours d'une frappe aérienne dans la région d'Hakourk, dans le nord de l'Irak.

Les séparatistes du PKK, que la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis considèrent comme une organisation terroriste, disposent depuis des décennies de bases arrière dans les montagnes de Qandil, dans le nord de l'Irak, non loin de la frontière avec l'Iran.

La Turquie a menacé d'entamer des opérations dans le secteur du Sindjar, dans le nord-ouest de l'Irak.

L'armée turque et des rebelles syriens pro-turcs ont pris le contrôle ce mois-ci de la poche de Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, qui était tenue par les milices kurdes syriennes des YPG (Unités de protection du peuple), considérées par Ankara comme le prolongement syrien du PKK.

Reuters

Afghanistan

### Un chef de Daech tué par l'Armée

Un chef du groupe Etat islamique (EI) en Afghanistan, Qari Hekmat, a été tué par une frappe de drone des forces afghanes, a annoncé hier un porte-parole de l'armée de l'air afghane. Le djihadiste a été tué jeudi après-midi dans le quartier de Daz Aab, dans la province afghane de Jowzjan (nord), a précisé Hanif Rezai, ajoutant que Lawlavi Habib Our Rahman avait été désigné comme son successeur. L'EI a implanté un nouveau foyer djihadiste dans la province l'an dernier, après la défaite de Qari Hekmat contre les taliban, ce qui a suscité l'attention de l'armée américaine.

La branche afghane de l'EI, parfois désignée sous le nom d'Etat islamique-Khorasan, du nom de l'ancienne région englobant l'Afghanistan, une partie de l'Iran et de l'Asie centrale, est active depuis 2015.

Reuters

Syrie

## Frappes aériennes sur le fief rebelle de Douma

**D**es frappes aériennes du régime continuent hier de s'abattre sur la ville de Douma, ont indiqué un secouriste et l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), après une nuit d'intenses bombardements sur cet ultime fief rebelle aux portes de Damas. Le régime syrien a repris ses raids aériens vendredi contre cette dernière poche insurgée dans la Ghouta orientale, pour la première fois depuis 10 jours, après l'échec de négociations avec un groupe rebelle dont Damas réclame le départ. Au moins 40 civils, dont huit enfants, ont été tués et 50 blessés vendredi, selon l'OSDH. «Le bombardement ne s'est pas arrêté. Il y a trois avions et deux hélicoptères dans le ciel», a indiqué hier matin à l'AFP, Firas al-Doumi, un secouriste à Douma.

Le régime, appuyé de son allié russe, a

lancé le 18 février une offensive dévastatrice sur la Ghouta orientale, avec l'objectif de reprendre aux rebelles les zones qu'ils contrôlaient. Après des semaines de bombardements intenses et des centaines de morts, deux groupes rebelles ont négocié leur évacuation vers des secteurs du nord du pays aux mains des insurgés, permettant au régime de reprendre 95% de l'enclave.

Des négociations ont également été engagées avec Jaich al-Islam, le dernier groupe rebelle dans la Ghouta, qui tient la ville de Douma, et environ 3 000 combattants et civils ont à leur tour été évacués en direction du Nord entre lundi et mercredi.

Mais la poursuite des évacuations prévues jeudi a été annulée et Mohamed Allouche, un des principaux responsables de Jaich al-Islam, en a fait porter la responsabilité aux alliés internationaux du régime.

«Les négociations allaient bien», a-t-il dit vendredi sur Twitter, mais les luttes entre ces alliés du régime les ont fait capoter, a-t-il ajouté, sans donner plus de détails.

L'OSDH a indiqué hier que l'aviation bombardait Douma, alors que des tirs d'artillerie du régime visaient des champs proches. En reprenant ses bombardements vendredi, l'armée a également lancé une opération terrestre autour de Douma.

«Le régime essaie de resserrer l'étau sur Douma depuis l'ouest, l'est et le sud», a indiqué le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane. Plus de 350 000 personnes ont été tuées depuis 2011 dans le conflit en Syrie qui s'est complexifié au fil des années avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire de plus en plus morcelé.

AFP

Kenya

# Les soldats britanniques s'exercent à la guerre

Sur les contreforts du Mont Kenya, les soldats britanniques avancent laborieusement dans la brousse à la lumière d'une demi-lune, passant rivières et escarpements, avant d'essayer aux aurores des tirs nourris et des explosions de mortiers.



Plus d'un millier de militaires participent à cette simulation d'assaut, point d'orgue d'un entraînement de six semaines sur le plateau de Laikipia, dans le centre du Kenya, où de nombreux soldats de Sa Majesté se perfectionnent dans le maniement des armes et se forment aux manoeuvres de combat avant d'être déployés, notamment en Afghanistan.

"C'est un des entraînements les plus difficiles que nous organisons", explique le général de brigade Nick Perry, soulignant que le but de la formation est de pousser les soldats dans leurs derniers retranchements, voire de leur faire vivre certains échecs. "C'est une mission difficile de combat de guerre, contre un ennemi impressionnant

et bien équipé".

"Le Kenya nous permet des exercices à grande échelle lors desquels l'infanterie, l'artillerie, le génie, les renseignements et la surveillance peuvent être testés ensemble", se réjouit le général Perry, ajoutant que la collaboration avec des forces étrangères peut également être travaillée grâce à la participation de 150 soldats kényans.

Seules les bases de Suffield au Canada et la plaine de Salisbury, dans le sud-est de l'Angleterre, permettent aux Britanniques de mener des exercices similaires, dit-il.

## Contre-attaque

Tout commence de nuit, dans une clairière entourée d'arbustes épineux. Penché sur deux bâches

de six mètres de côtés sur lesquelles des cartes ont été dessinées, le lieutenant-colonel Charlie Crowe détaille le plan de bataille et donne des instructions à chaque compagnie.

"Attendez-vous à ce que l'ennemi se batte, se replie et contre-attaque, donc qu'est-ce que ça veut dire? Ça veut dire que vous devez percer leurs lignes et les empêcher de se regrouper."

La cible est un camp d'une dizaine de huttes en bois entouré de fils barbelés et d'un talus, défendu par 80 soldats aguerris du régiment du Duc de Lancaster. Des centaines de civils kényans ont également été engagés pour l'occasion, afin de rendre le scénario plus réaliste, pour jouer le rôle de miliciens ou de civils.

Car les autorités et la popula-

tion locales ne semblent avoir gardé aucune rancune contre l'ancien colon, malgré l'âpre guerre d'indépendance menée dans les années 50. Hormis quelques interruptions, les Britanniques s'entraînent dans le centre du Kenya depuis plus de 70 ans.

"On fait partie du paysage ici", assure le colonel Nick Wood, qui commande l'unité de formation de l'armée britannique au Kenya (BATUK). Selon lui, la présence militaire britannique, en plus d'illustrer les liens diplomatiques entre les deux pays, rapporte environ 46 millions d'euros à l'économie kényane.

## Génie militaire

Les soldats du génie militaire sont les premiers sollicités. Afin d'atteindre le territoire ennemi,

plusieurs ponts doivent être construits, dont un de quatorze mètres qui doit permettre la traversée de véhicules. Grâce à des lunettes de vision de nuit, ils assemblent les différents éléments de la structure au rythme de jurons aussi créatifs que nombreux.

Vers 06H00 du matin, alors que les soldats approchent les positions ennemies, c'est au son d'armes automatiques et explosions de mortiers que le soleil se lève sur le granit des collines de Lolldaiga.

Toutes les munitions sont à blanc, mais un système infrarouge installé sur les fusils couplé à des récepteurs placés sur les casques et gilets des soldats indique qui est touché, et donc blessé ou mort au combat.

Allourdis par leurs sacs à dos, leurs armes et munitions, les soldats suent à grosses gouttes sous le regard amusé des Kényans habitués au soleil de plomb.

A quelques kilomètres de là, depuis trois tentes surmontées d'antennes, les officiers et formateurs suivent le déroulement des opérations sur des écrans où se déplacent des centaines de points couleur représentant chacun un soldat.

L'assaut est lent, ralenti par une approche difficile et de nombreuses pertes humaines, mais le camp ennemi est finalement pris en milieu de matinée. Et le lieutenant-colonel Crowe de dresser un bilan tout en nuance: "On a été mis à rude épreuve, et on a connu quelques échecs, mais on a beaucoup appris".

AFP

RDC

# Kabila reçoit un haut cadre de l'ONU

Le président Joseph Kabila a reçu en audience vendredi le Haut commissaire des Nations unies aux réfugiés (HCR), Filippo Grandi, en plein bras de fer entre Kinshasa et l'ONU sur la crise et l'aide humanitaires en République démocratique du Congo. Kinshasa refuse de participer à une conférence des donateurs à Genève le 13 avril et estime que l'ONU et les ONG exagèrent le nombre de déplacés internes et la crise humanitaire en RDC.

"J'espère que la RDC va participer à cette conférence", a déclaré M. Grandi à la presse après cette audience pour laquelle il n'a pas pu se rendre comme prévu en Ituri (nord-est) touchée par des tueries et une récente vague de déplacés. Dans le cas contraire, "je pense que cela serait une

opportunité manquée. La voix du gouvernement est importante. On parle de Congolais, on parle de besoins du Congo, donc ce serait important d'écouter leur point de vue", selon le patron du HCR.

Le ministre congolais des Affaires étrangères, Léonard She Okitundu, avait qualifié de "tout à fait intolérable" l'organisation d'"une conférence humanitaire sur la détresse en République démocratique du Congo en ignorant le gouvernement de ce pays". Le gouvernement congolais avance également un chiffre de déplacés internes 20 fois inférieur aux estimations de la branche humanitaire des Nations unies (230.000 contre 4,5 millions).

Le patron du HCR a reconnu qu'il est "très difficile" de compter les déplacés

fuyant les violences en RDC où le nombre précis d'habitants sédentaires (entre 70 et 90 millions) est lui-même un mystère faute de recensement depuis des décennies.

Ce décompte se fait par "voie d'estimation", a reconnu M. Grandi: "Pour les chiffres des réfugiés (ndlr: étrangers en RDC ou congolais à l'étranger), nous n'avons aucune différence avec le gouvernement. On a évoqué cela ce matin avec le président".

Pour les "autres personnes qui ont des besoins humanitaires", il faut "travailler plus étroitement avec le gouvernement sur toute la réponse humanitaire", a-t-il précisé.

Avec des accents souverainistes, Kinshasa reproche enfin aux Nations unies d'avoir classé en octobre dernier pour six

mois trois des 26 provinces du pays (Kasaï, Tanganyika, Sud-Kivu) en niveau d'urgence humanitaire "L3", le plus élevé selon les critères onusiens.

Cette décision assimile la RDC "à certains pays du monde où se déroulent des guerres de haute intensité engageant des armées de plusieurs pays avec des bombardements massifs, et un effondrement de l'État", avait vitupéré le chef de la diplomatie congolaise. Le "L3" va être "désactivé le 20 avril", a indiqué le secrétaire général adjoint des Nations unies Mark Lowcock dans un communiqué en date du 4 avril, estimant que ce "niveau 3" avait atteint ces objectifs. "L'ONU capitule" titre vendredi le journal pro-gouvernemental l'Avenir.

AFP

Nigeria

# 15 morts dans des braquages de banques

Des braqueurs ont attaqué deux banques et un commissariat de police, tuant quinze personnes dont neuf policiers à Offa, dans le centre du Nigeria, a-t-on appris vendredi auprès de la police.

Jeudi en fin d'après-midi, "un gang de braqueurs a envahi le quartier général de la police et des banques à Offa", a déclaré à l'AFP Ajayi Okasanmi, porte-parole de la police dans l'État de Kwara.

"Nous avons perdu neuf policiers et six civils. Nous avons des blessés qui sont

actuellement soignés à l'hôpital", a-t-il affirmé, précisant qu'il s'agissait d'"opérations simultanées".

Il a ajouté que les policiers avaient été attaqués par surprise, sans toutefois détailler dans quelles circonstances précises les victimes avaient été tuées.

"Cela aurait été pire si la police avait riposté avec force, mais nous aurions mis en danger la vie des civils" présents sur les lieux des attaques, a ajouté le porte-parole.

Le commissariat et les banques visés par les assaillants armés sont situés dans le

quartier commerçant d'Offa, une localité d'environ 100.000 habitants dans l'État de Kwara.

Les autorités de Kwara ont ordonné l'ouverture d'une "enquête minutieuse" afin de permettre l'arrestation des braqueurs.

"C'est purement un acte criminel, nous ne l'attribuons à aucun groupe en particulier", a-t-il dit.

La police n'a toutefois pas pu indiquer dans l'immédiat quels montants ont été dérobés dans les banques attaquées.

Braquages et enlèvements contre ran-

çons sont très fréquents au Nigeria, géant de 180 millions d'habitants par ailleurs touché par plusieurs conflits armés, notamment l'insurrection jihadiste de Boko Haram dans le nord-est.

L'administration du président Muhammadu Buhari, élu en 2015, a déployé ces derniers mois l'armée dans de nombreux États à travers le pays pour endiguer les violences et pallier l'absence de réactivité des forces de police et d'un système judiciaire efficace.

AFP

# Washington sanctionne des "oligarques" proches de Poutine, Moscou promet une "réponse dure"

**Accusée de faiblesse face à la Russie, l'administration américaine de Donald Trump a annoncé vendredi pour la première fois des sanctions contre des "oligarques" proches de Vladimir Poutine, notamment pour les "attaques" de Moscou contre "les démocraties occidentales".**

**E**n pleine résurgence d'un climat de Guerre froide, la Russie a promis une « réponse dure » à cette « attaque antirusse » visant à « éliminer des concurrents sur les marchés ». Ces sanctions sont parmi les plus sévères depuis l'arrivée à la Maison-Blanche début 2017 du président républicain, incapable de réconcilier Américains et Russes malgré ses promesses, mais qui s'abstient toujours de critiquer frontalement son homologue russe.

Elles ont été prises sur la base d'une loi voulue par le Congrès pour punir la Russie, notamment pour son ingérence dans les élections américaines de 2016, promulguée l'été dernier à contrecœur par Donald Trump.

Les mesures punitives visent en tout 38 personnes et entreprises qui s'ajoutent aux 24 ciblées mi-mars en réponse à ces accusations d'ingérence électorale et à plusieurs cyberattaques. A l'époque, la décision américaine avait été jugée trop timorée par les démocrates.

Sept « oligarques » et 12 entreprises qu'ils contrôlent font partie de la nouvelle liste et ne pourront plus faire affaire aux États-Unis, ni avec des Américains. Parmi eux, Oleg Deripaska, propriétaire du géant de l'aluminium Rusal, Igor Rotenberg et Viktor Vekselberg, acteurs du secteur éner-



gétique tout comme Kirill Chamalov, présenté comme le gendre du président Poutine.

« Les oligarques russes qui ne font pas partie de cette première liste doivent retenir leur souffle », estime Boris Zilberman du think tank conservateur Foundation for Defense of Democracies (FDD).

17 « hauts responsables » russes sont aussi visés, dont des patrons d'entreprises publiques comme Alexei Miller (Gazprom) ou Andreï Kostine (VTB, la deuxième banque russe), mais aussi le ministre de l'Intérieur, Vladimir Kolokoltsev, et le secrétaire général du Conseil de sécurité Nikolai Patrouchev.

Plusieurs entreprises sont enfin sanctionnées, dont Rosoboronexport, chargée des exportations militaires, pour son soutien au régime syrien de Bachar al-Assad. Le conglomérat Rostec, maison-mère de cette société,

a critiqué « une excuse pour écarter la Russie du marché mondial des armements ».

## « Changement d'attitude »

« Les États-Unis prennent ces mesures en réponse à l'ensemble des attitudes éhontées et des activités néfastes du gouvernement russe, qui se poursuivent à travers le monde », a déclaré un haut responsable de l'administration Trump à la presse, citant son rôle en Syrie, en Crimée ou en Ukraine.

« Mais, avant tout, c'est une réponse aux attaques continues de la Russie pour subvertir les démocraties occidentales », a-t-il ajouté. Moscou « a choisi d'interférer de manière répétée dans les processus démocratiques », a renchéri un autre responsable américain.

Les relations, déjà glaciales, se sont de fait encore tendues entre les deux grandes puis-

sances rivales après l'empoisonnement début mars au Royaume-Uni de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal, imputé par Londres à Moscou. Par solidarité avec les Britanniques, Washington a expulsé 60 diplomates russes accusés d'être des « espions » et la Russie en a aussitôt fait autant.

Selon les services de renseignement américains, le pouvoir russe a mené une opération concertée pour influencer l'élection présidentielle en faveur du milliardaire républicain, notamment à travers l'utilisation des réseaux sociaux et la diffusion de « fausses nouvelles », ce que Moscou conteste. Et les responsables du renseignement américain préviennent déjà que la Russie va aussi tenter d'influencer les élections parlementaires de novembre.

Malgré les attentes de nombreux parlementaires américains en faveur de sanctions frappant le portefeuille des « oligarques » au cœur du pouvoir de Vladimir Poutine, le Trésor américain s'était borné, fin janvier, à publier une liste de 210 hommes d'affaires et responsables politiques russes. Face au mécontentement de plusieurs élus, l'administration Trump avait dû promettre que les sanctions viendraient dans un second temps.

« Personne n'a été aussi ferme face à la Russie que moi », a même tonné cette semaine le président américain. La Maison-Blanche a publié vendredi un communiqué intitulé « Donald Trump se dresse contre les activités néfastes de la Russie », énumérant toutes les mesures prises par son gouvernement.

Mais le milliardaire répète aussi qu'il aimerait avoir une « bonne relation » avec Vladimir Poutine. « Cela dépendra » d'un « changement d'attitude » des Russes, a assuré vendredi la porte-parole de la Maison-Blanche, Sarah Sanders, précisant que Donald Trump n'avait pas renoncé à rencontrer son homologue « à un moment donné ».

« Nous conseillons à Washington qu'il est possible de discuter avec nous en employant le langage des sanctions », a répondu la diplomatie russe depuis Moscou.

AFP

## Facebook annonce encore des mesures avant l'audition de son P-DG par le Congrès

■ En pleine tourmente, Facebook a promis vendredi de nouvelles mesures pour lutter contre la manipulation politique à quelques jours de l'audition de son patron Mark Zuckerberg par les parlementaires américains, très remontés contre le réseau social.

Face à une accumulation de polémiques, Facebook multiplie ces derniers jours les excuses sur ses « erreurs passées » et les promesses de faire mieux, une manière de préparer le terrain aux questions de plusieurs commissions du Congrès prévues mardi et mercredi à Washington.

Sénateurs et représentants souhaitent lui demander des comptes sur la lutte contre la manipulation politique mais aussi sur le retentissant scandale concernant la fuite de données personnelles vers la firme Cambridge Analytica, qui a mis la main sur les informations de plusieurs dizaines de millions de membres, jusqu'à 87 millions selon le réseau social, à leur insu.

Après une série de prises de parole sur la question des données privées, Facebook a annoncé vendredi des mesures sur la manipulation politique, qui se répand souvent sur le réseau via des annonces publicitaires électorales ou politiques ou au travers de « Pages », consacrées à des entreprises, organisations, marques, personnalités ou causes et auxquelles on peut s'abonner.

### Ingérences électorales

« A l'approche d'élections importantes aux États-Unis, au Mexique, au Brésil, en Inde, au Pakistan, une de mes priorités pour 2018 est de m'assurer que nous soutenons un débat positif et parons aux ingérences dans ces élections », a écrit Mark Zuckerberg sur sa propre Page, qui est suivie par plus de 100 millions de personnes.

« A partir de maintenant, chaque annonceur qui veut passer une annonce politique ou abordant un sujet important devra être vérifié. Pour être vérifié, les annonceurs devront confirmer leur identité et leur localisation », a poursuivi le jeune milliardaire.

Le groupe dit travailler « avec des organisations extérieures » à une « liste de sujets » importants et polémiques répondant à cette définition. Il a aussi annoncé « embaucher des milliers de personnes supplémentaires » pour mettre en œuvre ces différentes mesures, promises pour être déployées immédiatement pour certaines, progressivement pour d'autres, mais à temps pour les échéances électorales de 2018, en novembre.

Facebook avait déjà annoncé en octobre son intention d'authentifier les annonceurs passant des messages électoraux, c'est-à-dire, évoquant directement un candidat et diffusées peu avant un scrutin, selon la définition

aux États-Unis. Le groupe dit cette fois aller plus loin en étendant ces vérifications aux annonceurs de messages abordant des sujets politiques importants.

### Huile sur le feu

En outre, les messages à caractère politique seront signalés comme tels sur le réseau, qui indiquera aussi qui les a financés.

Facebook va aussi soumettre aux mêmes vérifications les administrateurs de Pages Facebook « ayant un grand nombre » d'abonnés, pour limiter l'utilisation de faux comptes, soupçonnés d'avoir été utilisés pour une vaste opération de désinformation lancée depuis la Russie pour déstabiliser la présidentielle de 2016 et favoriser l'élection de Donald Trump. Des affirmations niées par le Kremlin.

La justice américaine comme le réseau social ont déterminé que cette opération consistait surtout à semer la discorde dans la société américaine en jetant de l'huile sur le feu via des messages publicitaires ou des Pages abordant des sujets polémiques, comme les armes, l'immigration, l'avortement, etc...

Mardi, Mark Zuckerberg avait annoncé la suppression de 270 pages et comptes Facebook et Instagram gérés par la société russe Internet Research Agency (IRA), que le renseignement américain accuse d'être un

faux-nez de Moscou.

Outre la question de la protection des données personnelles, le scandale Cambridge Analytica a aussi un aspect très politique puisque la firme britannique a travaillé pour la campagne de Donald Trump en 2016. Elle nie avoir utilisé des données Facebook dans ce cadre.

Vendredi, la n de Facebook Sheryl Sandberg a répété « ne pas avoir fait assez pour protéger les données » affirmant avoir péché par « idéalisme » en sous-estimant largement les mauvais usages possibles du réseau, y compris à des fins politiques.

Facebook fait déjà face à des enquêtes et plaintes tous azimuts dans plusieurs pays dans le cadre de ces différents scandales et de plus en plus de voix, des deux côtés de l'Atlantique, appellent à un plus strict encadrement des réseaux sociaux.

Les données personnelles de « jusqu'à 2,7 millions » d'utilisateurs européens de Facebook ont pu être transmises à Cambridge Analytica (CA), selon la Commission européenne vendredi, citant un chiffre transmis par le groupe. Le scandale CA a déjà coûté cher au groupe, qui a vu s'envoler quelque 80 milliards de dollars de valorisation boursière depuis la mi-mars. Vendredi, le titre a encore perdu 1,34% à 157,20 dollars.

AFP



# L'état de santé des Skripal s'améliore rapidement, selon les médecins

**L'état de santé de l'ex-espion russe, Sergueï Skripal, et de sa fille Ioulia, empoisonnés, il y a un mois en Grande-Bretagne avec un agent neurotoxique particulièrement dangereux, s'améliore rapidement, ont annoncé leurs médecins.**

**A**près l'intoxication des Skripal, survenue le 4 mars à Salisbury, dans le sud-ouest de l'Angleterre, où l'ancien espion réside, les experts s'étaient interrogés sur leurs chances de survie.

Mais vendredi les médecins de l'hôpital de Salisbury, où les Skripal sont soignés depuis leur empoisonnement, ont donné des nouvelles rassurantes.

Sergueï Skripal « répond bien au traitement, son état de santé s'améliore rapidement, il n'est plus dans un état critique », ont-ils indiqué.

Quant à l'état de sa fille Ioulia, il s'améliore « quotidiennement », a déclaré un médecin, Christine Blanshard. « Elle attend avec impatience le jour où elle pourra sortir de l'hôpital ».

Un policier britannique qui avait été hospitalisé le 4 mars après avoir été intoxiqué en portant secours aux Skripal a pu quitter l'hôpital le 22 mars.

Ioulia Skripal s'était exprimée publiquement jeudi pour la première fois depuis son hospitalisation, au travers de propos cités par un communiqué de la police britannique. « Je suis heureuse de dire que je me sens de mieux en mieux chaque jour », disait-elle.

« Nous sommes très heureux que l'état de santé de M. Skripal et de sa fille Ioulia s'améliore », a commenté le ministère britannique des Affaires étran-

gères.

Le service public de santé britannique « continuera à prodiguer des soins aux Skripal, lesquels continueront probablement à avoir des besoins médicaux », déclare le ministère dans un communiqué.

Et il réitère les accusations de Londres contre Moscou: « Il s'agit d'une tentative de meurtre utilisant une arme chimique illégale que nous savons que la Russie possède ».

Depuis le début, le gouvernement britannique affirme que l'ex-espion et sa fille ont été empoisonnés par la Russie. Moscou nie catégoriquement toute implication dans cette affaire et accuse Londres de mener une campagne anti-russe.

L'affaire a provoqué une grave crise diplomatique entre la Russie et les Occidentaux, qui s'est traduite par la plus importante vague d'expulsions croisées de diplomates de l'Histoire.

Le ministère britannique de l'Intérieur a annoncé vendredi avoir refusé un visa d'entrée dans le pays à la nièce de Sergueï Skripal. « Sa demande n'était pas conforme aux règles d'immigration », selon un porte-parole du ministère.

Viktoria Skripal, qui réside en Russie, avait déclaré avoir demandé un visa britannique pour pouvoir rendre visite dès lundi prochain à ses proches à l'hôpital de Salisbury.

« J'étais sûre que cela arriverait. Ils doivent avoir quelque chose à cacher », a-t-elle déclaré à la télévision Sky News, se référant aux autorités britanniques.

L'ambassade de Russie à Londres a jugé ce refus de visa « regrettable et inquiétant ». La décision du ministère de l'Intérieur « ne tient pas la route », a-t-elle estimé.

Selon des experts, les chances de rétablissement de Sergueï Skripal sont d'autant plus élevées que le traitement adéquat a été administré rapidement. Dans ce cas, « la guérison est généralement très bonne », a déclaré Chris Morris, du Centre de toxicologie médicale de l'Université de Newcastle.

« Pour autant que l'on sache, il n'y a pas d'antidote spécifique pour le

Novitochok », l'agent innervant d'origine soviétique utilisé selon Londres, a précisé à l'AFP le chimiste et toxicologue Ralf Trapp.

Accusée par les Occidentaux, la Russie dément depuis le début, et elle a explicitement accusé les services secrets britanniques et américains d'être à l'origine de l'empoisonnement.

## « Position indéfendable »

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a accusé vendredi les responsables britanniques de « chercher fébrilement et frénétiquement chaque jour une quelconque confirmation de leur position indéfendable ».

Moscou a aussi nié que le poison ait été fabriqué dans la ville de Chikhany, dans le sud-ouest de la Russie, comme l'a affirmé vendredi The Times en citant des sources au sein des services de sécurité britanniques.

Selon le journal, Chikhany serait un « Porton Down russe », du nom du laboratoire militaire britannique spécialisé dans les recherches chimiques et biologiques, qui se trouve près de Salisbury.

« Toutes les bases où des armes chimiques ont été stockées sont bien connues. Chikhany n'est pas une d'entre elles », a déclaré Mikhaïl Babitch, représentant du Kremlin dans le district fédéral de la Volga et ancien président de la Commission d'Etat russe pour le désarmement chimique, cité par l'agence Interfax.

La ville de Chikhany, où est installée une branche de l'Institut de recherches d'Etat pour la Chimie et les Technologies organiques (GNIIOKhT), a été citée par plusieurs scientifiques russes ayant travaillé sur le programme soviétique Novitochok.

En septembre 2017, le président Vladimir Poutine a déclaré que la Russie avait détruit ses dernières réserves d'armes chimiques héritées de l'époque de la Guerre froide, conformément aux termes de la Convention de 1997 sur l'interdiction des armes chimiques.

## Frustration au Venezuela, toujours plus isolé à l'international

■ Coincés par centaines dans les aéroports, les Vénézuéliens ont accusé le coup cette semaine quand Caracas a accentué son isolement international en suspendant les vols de la compagnie panaméenne Copa, l'une des dernières à desservir le pays en crise.

Prise jeudi, la mesure, valable trois mois renouvelables, survient en représailles aux sanctions financières imposées par le Panama contre des entreprises et une cinquantaine de hauts dirigeants vénézuéliens dont le président socialiste Nicolas Maduro.

La suspension a déclenché une crise diplomatique, avec le rappel par les deux pays de leurs ambassadeurs respectifs.

Delcy Rodriguez, présidente de l'Assemblée constituante (uniquement composée de partisans du gouvernement) qui régit le pays depuis huit mois, a assuré vendredi que son gouvernement n'avait fait que répondre à une « agression » du Panama.

Chaque pays accuse l'autre de favoriser le blanchiment de capitaux, mais le Venezuela semble sortir perdant de cet échange de tirs.

« La réaction (de Caracas) est disproportionnée et ceux qui sont touchés, ce sont les Vénézuéliens », assure à l'AFP l'experte en questions internationales Milagros Betancourt.

« Nous sommes de plus en plus enfermés: en Amérique, le Venezuela sera la seule île située en plein continent, et dans le monde (il n'y aura que) la Corée du Nord et nous » à être aussi isolés, poursuit-elle.

Plusieurs centaines de Vénézuéliens et une poignée d'étrangers déboussolés étaient regroupés vendredi dans les deux principaux aéroports, Maiquetia (qui dessert Caracas) et Maracaibo (ouest), où les employés de Copa leur expliquaient qu'ils pouvaient obtenir le remboursement de leur billet.

« Moi je ne veux pas qu'on me rembourse mon billet, ce que je souhaite c'est quitter le pays », confiait avec agacement Victoria Martinez, 34 ans, qui voulait aller au Chili depuis Maracaibo pour émigrer du pays comme l'ont déjà fait des centaines de milliers de Vénézuéliens.

## « Comme un fauve attaqué »

Plongé dans une crise sévère due à la chute des cours du pétrole - son unique richesse - et d'une gestion de ses finances jugée hasardeuse par les analystes, le Venezuela a déjà vu partir une douzaine de compagnies aériennes depuis 2014 en raison des dettes abyssales qu'il a envers elles, le gouvernement exerçant un strict contrôle des changes.

Désormais, seule une dizaine - dont sept volent vers l'Europe - dessert le Venezuela.

Copa est celle qui offre le plus de fréquences entre le pays et le monde, avec dix vols à l'arrivée et au départ chaque jour, et la compagnie panaméenne est vitale pour la connexion au reste de l'Amérique latine. Mais le gouvernement du président Maduro est entré ces derniers mois dans une spirale de tensions internationales, après la décision des autorités électorales d'avancer le scrutin présidentiel de décembre au 20 mai.

Dénonçant l'absence de transparence et de pluralisme dans cette élection, Washington, l'Union européenne ou encore la Suisse ont multiplié les déclarations critiques et les sanctions financières à l'égard de Caracas.

Le Mercosur, marché commun sud-américain, a suspendu le pays en août 2017, tandis que les 14 pays du continent américain rassemblés dans le Groupe de Lima ont décidé de ne pas reconnaître les résultats de la présidentielle.

Très virulent après chacun de ces coups durs, Nicolas Maduro s'en est pris jeudi au président français Emmanuel Macron, qui l'avait critiqué, l'accusant d'être « un pantin de la politique de Trump contre le Venezuela ».

« Le gouvernement répond automatiquement comme un fauve attaqué et encerclé mais en faisant ainsi « il approfondit lui-même son isolement », observe l'analyste Luis Salamanca.

Dans une Amérique latine qui a globalement viré à droite ces dernières années (Brésil, Argentine, Chili...), ses soutiens se comptent désormais sur les doigts d'une main: Cuba, la Bolivie, le Nicaragua, tous engagés comme le Venezuela dans une diatribe contre les Etats-Unis.

Hors de la région, Caracas ne peut désormais plus s'appuyer que sur le soutien de la Chine, son principal créancier (avec une dette estimée à 28 milliards de dollars), et de la Russie, avec qui il a noué une coopération stratégique militaire et pétrolière.

« Le gouvernement a oublié que la négociation est la base des relations internationales, et non la confrontation », rappelle Milagros Betancourt.

Allemagne

# L'immigration met à mal la fragile coalition de Merkel

**A peine installé, le gouvernement allemand de coalition difficilement mis sur pied par Angela Merkel tangué déjà en raison d'une discorde sur l'immigration, augurant d'un dernier mandat difficile pour la chancelière.**

**L'**épéuse question du regroupement familial pour les centaines de milliers de Syriens réfugiés en Allemagne met à mal depuis plusieurs jours la cohésion de cette «grande coalition» entre conservateurs et sociaux-démocrates. Le ministre conservateur de l'Intérieur, Horst Seehofer, entend restreindre au maximum cette possibilité pour les réfugiés bénéficiant d'un titre de séjour de seulement un an renouvelable. M. Seehofer représente la ligne dure de la famille conservatrice de la chancelière, qui ne cesse de croiser le fer avec Angela Merkel depuis lorsqu'elle a ouvert les portes de son pays à près d'un million de demandeurs d'asile en 2015. Originaire de Bavière et membre du parti CSU, il est aussi engagé dans une campagne électorale en vue d'un scrutin dans cette région à l'automne, où il tente de récupérer une partie des électeurs partis vers l'extrême droite.

## Un millier par mois

Dans le détail, l'accord de coalition laborieusement conclu entre les camps conservateur et social-démocrate, prévoit un contingent de 1.000 personnes maximum par mois pouvant rejoindre l'Allemagne au titre du regroupement familial.

Dans son projet, M. Seehofer veut restreindre le regroupement pour les frères et sœurs des réfugiés et surtout exclure de ce droit tous ceux qui vivent de l'aide sociale. Or de nombreux réfugiés, arrivés depuis trois ans à peine en Allemagne, n'ont pas encore rejoint le marché du travail mais suivent des formations ou des cours d'allemand et dépendent donc des subsides de l'Etat.

«Nous ne voulons pas d'un afflux dans le système de protection sociale. Nous en avons aussi parlé au sein de la coalition», argue le ministre, dans un entretien au Spiegel à paraître samedi.

Son projet a suscité l'ire des sociaux-démocrates qui n'avaient accepté que du bout des lèvres le compromis sur l'immigration. «Nous n'approuverons certainement pas des projets dont nous pensons qu'ils sont avant tout là pour restreindre le contingent» fixé, a averti le ministre des Affaires étrangères et figure influente du parti social-démocrate.

Mais le parti de M. Seehofer, la CSU bavaroise, agite déjà la menace d'une rupture gouvernementale. «Si le SPD ne répondait pas présent, la grande coalition serait terminée», a jugé un de ses dirigeants Georg Nüsslein.

Horst Seehofer a quant à lui estimé que son projet de loi s'en tenait «strictement au contrat de coalition» et montré «peu de compréhension» pour les critiques du SPD.



Le ministre veut également accélérer les expulsions de demandeurs d'asile déboutés. Il a promis qu'un «plan d'action directeur pour un examen plus rapide des demandes d'asile

et pour des expulsions conséquentes» serait présenté rapidement.

Mais les grincements de dents se font entendre au sein même des conservateurs.

«La vraie question est la suivante: gagnent-on des élections avec des thèmes qui suscitent l'excitation mais sans vraiment changer les choses?», s'est interrogé un des responsables du parti démocrate-chrétien de la chancelière (CDU), Armin Laschet.

## Islam

Horst Seehofer n'en est pas à son coup d'essai. A peine installé le mois dernier dans son «super-ministère» rebaptisé de l'Intérieur et de «la Patrie», il a affirmé que l'islam n'appartenait pas à l'Allemagne où vivent 4 millions de musulmans. La chancelière l'a publiquement recadré.

Angela Merkel a du fil à retordre avec toute l'aile dure de sa famille politique, qui entend profiter de son affaiblissement récent.

Un de ses propres ministres, Jens Spahn, chargé de la Santé mais qui s'exprime sur tous sujets pour incarner à la CDU l'alternative au cap centriste d'Angela Merkel, multiplie les provocations. Dernière sortie en date de l'ambitieux élu: il a estimé que l'Etat allemand n'assurerait plus «la loi et l'ordre» dans les quartiers sensibles.

Un porte-parole du gouvernement a assuré qu'il s'agissait d'une prise de position «personnelle» du ministre. M. Spahn, qui se positionne en vue de la succession d'Angela Merkel, a aussi accusé les partisans du droit à l'avortement de davantage militer pour les droits des animaux que ceux des enfants à naître. Ou jugé que les chômeurs de longue durée n'étaient pas pauvres.

AFP

## Brésil

# Le juge Moro, ennemi de la corruption... ou de la politique

**H**éros du combat contre la corruption ou pourfendeur moraliste de la politique: le juge Sergio Moro, qui vient d'ordonner l'incarcération de l'ex-président Lula, ne laisse personne indifférent au Brésil depuis qu'il court après l'argent sale de Petrobras.

En juillet dernier, ce magistrat de 45 ans avait déjà fortement ébranlé l'icône de la gauche, au pouvoir de 2003 à 2010, en le condamnant à neuf et six mois de prison pour corruption. Une peine alourdie en appel en janvier, à 12 ans et un mois de réclusion. Jeudi, il a asséné ce qui semble être le coup de grâce en émettant un mandat de dépôt contre Luiz Inacio Lula da Silva, lui donnant 24 heures pour se présenter aux autorités afin de purger sa peine. Le juge Moro est la figure de proue de l'opération «Lavage express», enquête qui fait trembler les politiques de tous bords. Démêlant un vaste système de détournements de fonds du groupe pétrolier étatique, le juge n'hésite pas à envoyer en prison pratiquement tous les anciens directeurs de Petrobras, puis les patrons des plus puissants groupes de BTP qui leur versaient des commissions en échange de marchés. Cela le conduira vers l'argent sale alimentant les campagnes de la plupart des partis politiques au Brésil. Et ce juge intrépide n'hésitera pas non plus à envoyer derrière les barreaux des hommes politiques de premier plan, de droite comme de gauche.

«Pas de grief personnel»

Lula est sans conteste le plus gros pois-

son à être pris dans ses filets. Avant de l'interroger en mai 2017, le juge Moro lui avait assuré: «Monsieur le président, je veux clarifier que, malgré certaines rumeurs, je n'ai pas de grief personnel contre vous. L'issue du procès viendra des preuves et de la loi».

L'ancien chef d'Etat ne l'a pas entendu de cette oreille, déclarant après sa condamnation: «Le juge Sergio Moro, otage des médias, était condamné à me condamner».

Quand le magistrat lui a demandé lors d'une audience s'il se sentait responsable du réseau de corruption autour de Petrobras, Lula a rétorqué: «Et vous, vous sentez-vous responsable des dégâts causés par l'opération 'Lavage-Express'? Du fait que des centaines de milliers de personnes ont perdu leur emploi dans les secteurs du pétrole et de la construction».

Le duel à distance entre l'ex-président et le juge a démarré en mars 2016, quand Lula lui-même a dû ouvrir sa porte aux policiers, interpellé à l'aube sur ordre de Sergio Moro pour être interrogé sur les «faveurs» dont il aurait bénéficié de la part de sociétés mouillées dans le scandale.

La froideur avec laquelle ce Don Quichotte de la justice coince les puissants, depuis la ville de Curitiba (Sud), à plus de 1.000 km de Brasilia, avait éveillé les craintes de l'icône de la gauche latino-américaine avant même cet épisode. «Sincèrement, j'ai peur de cette République de Curitiba. Parce qu'à partir d'un juge de première instance, tout peut arriver dans ce pays», avait déclaré Lula dans une conver-

sation téléphonique interceptée par le juge. Dans un entretien à l'AFP en mars, Lula avait dénoncé la volonté des enquêteurs de l'opération «Lavage express» de «criminaliser la politique».

## Inspiré par l'Italie

Sergio Moro est né dans la ville de Maringa, près de Curitiba. Après des études de droit, il devient juge en 1996.

Docteur et professeur universitaire, il complète sa formation à Harvard (Etats-Unis) et se spécialise dans les délits de blanchiment d'argent, fasciné par l'opération «Mains propres» qui a permis de démanteler dans les années 1990 en Italie un vaste réseau de corruption ayant ébloué le pouvoir.

Décrié par ses pairs comme un magistrat bien préparé et déterminé, il est aussi critiqué pour son recours récurrent à la détention provisoire et aux accords avec des inculpés pour obtenir leurs confessions.

Marié et père de deux enfants, le juge est devenu l'idole de millions d'opposants au gouvernement qui ont même fait figurer son visage sérieux sur des tee-shirts et banderoles portés pendant des manifestations contre la corruption.

Pourtant, le juge Moro, d'un naturel discret et avare d'apparitions publiques, avait vu son image de justicier au grand coeur écornée cette année, quand il avait justifié les aides au logement que reçoivent les magistrats, même quand ils sont propriétaires et résident dans leur ville d'origine.

AFP

Canada

## 14 morts dans un accident de bus

■ Quatorze personnes ont été tuées dans un accident de la route au Canada impliquant un bus qui transportait une équipe de jeunes hockeyeurs, ont rapporté samedi les médias locaux citant la police. Quatorze autres personnes ont été blessées, dont trois grièvement, dans la collision entre le bus et un semi-remorque qui s'est produite sur une autoroute rurale dans la province du Saskatchewan (ouest). Le bus transportait une équipe de hockey junior qui se rendait à un tournoi, selon le Saskatoon StarPhoenix.

AFP

Habit de la région de Kabylie

# «La robe moderne ne doit pas effacer les modèles traditionnels»

La robe kabyle qui subit chaque année des transformations pour de nouvelles créations dites «modernes», «ne doit pas effacer les modèles traditionnels», ont souligné à Tizi Ouzou les participants à une rencontre sur cet habit de la région de Kabylie.



Ces innovations apportées, tant au plan de la coupe, du tissu et des décorations par les couturières sur leurs propres initiatives afin de donner plus de chance à leur produits d'être vendus sur un marché de plus en plus exigeant et en permanente évolution ou sur demande de la cliente qui souhaite se distinguer par une robe originale, «ne doit pas se faire au détriment des modèles

traditionnellement connus», a souligné Mme Yamina Hadid, chef de service artisanat à la direction locale du tourisme et de l'artisanat.

Cette même intervenante qui s'exprimait à l'ouverture de cette rencontre abritée par la Maison de la culture Mouloud-Mammeri, a lancé un appel aux couturières à ne pas négliger ou abandonner la robe kabyle traditionnelle, du moins les modèles réalisés

depuis les années 1940 ou 1950, après l'abandon de la robe tissée.

«L'innovation est certes un élément important dans la promotion de cet habit traditionnel et sa commercialisation, mais le modèle traditionnel avec ses caractéristiques, doit être préservé afin de le transmettre aux générations futures», a-t-elle insisté.

Des couturières présentes à cette ren-

contre ont indiqué à l'APS, que les tenues traditionnelles dont les célèbres robes de Béni Douala, de Ouachita, de Tigrât, de Bouzeguène et autres, réputées pour leurs modèles uniques, ne peuvent disparaître, car elles constituent une pièce maîtresse et indispensable du trousseau de la mariée, en outre beaucoup de femmes les commandent, les préférant aux nouvelles créations.

Mme Hadid a invité les 12 450 artisanes qui produisent la robe kabyle à Tizi Ouzou, à participer à des expositions, localement ou dans d'autres wilayas et à l'étranger, à des défilés de modes et à investir les réseaux sociaux pour assurer une bonne publicité et faire connaître le produit et les nouveaux modèles. Elle a également invité les couturières à participer à des concours qui sont un véritable challenge pour celles qui veulent aller vers la qualité et préserver l'authenticité de la robe kabyle.

Cette rencontre placée sous le slogan «La robe Kabyle à l'honneur» organisée par l'Espace de promotion de l'investissement (EPI) en partenariat avec les directions locales de la culture et du tourisme et de l'artisanat, et qui s'étalera sur deux jours a été marquée par une

exposition animée par une trentaine de couturières. Un défilé de mode en robes kabyles, et une démonstration d'un mariage traditionnel où la robe kabyle est la tenue incontestée de la mariée, sont au menu de la journée de demain. Un concours de la meilleure robe, du meilleur mannequin et du meilleur stand, est lancé à l'occasion de cette manifestation et dont les lauréats seront dévoilés à la cérémonie de clôture.

K. Y.

Festival international du film amazigh d'Agadir

## Arezki Metref décroche le Grand prix

Les cinéastes algériens Arezki Metref et Noredine Kebaïli ont décroché respectivement, vendredi soir à Agadir (Maroc), le Grand prix du documentaire et celui du court métrage du 11e Festival international du film amazigh, annoncent les organisateurs sur leurs pages Facebook.

Lors de la cérémonie de clôture de ce festival, le réalisateur, journaliste et écrivain Arezki Metref s'est vu attribuer le Grand prix du documentaire pour son

film *Une Journée au Soleil*, alors que Noredine Kebaïli a reçu le Grand prix du court métrage pour *Séquence une...*

Sorti en 2018, *Une journée au Soleil* traite de l'histoire de l'immigration vers la France et du rôle de cette communauté à différentes périodes de l'histoire de l'Algérie à travers les témoignages de plusieurs générations d'immigrés qui évoquent le militantisme politique pour l'indépendance de l'Algérie, la guerre de Libération nationale ou

encore les années de violence terroriste.

Court métrage remarqué lors du dernier Festival national du film amazigh, *Séquence une...* rend hommage aux journalistes morts en zones de conflit et dénonce les atrocités de la guerre et du déplacement des populations.

Le jury de la section court métrage a également décidé d'attribuer des mentions spéciales aux oeuvres *Human* de Issam Taachit et *Lmudja* de

Omar Belkacemi, ce dernier récemment primé au Festival national du film amazigh tenu à Tizi Ouzou.

Dans la section long métrage de fiction complètement dominé par le film *Addour* du réalisateur marocain Ahmed Baidou, l'actrice française Laetitia Einodo s'est vu attribuer le prix de la meilleure interprétation féminine pour son rôle dans le film *Fadhma N'soumer* de Belkacem Hadjadj où elle incarne le rôle principal.

R. N.

Participation de nombreux pays

## L'odyssée de Fulay, chants berbères antiques en tournée

L'odyssée de Fulay, chants berbères antiques, un conte musical signé Cheikh Sidi Bémol, sera présenté au public algérien à partir de lundi prochain dans le cadre d'une tournée nationale dans cinq wilayas, lit-on sur le site Internet officiel de l'artiste.

Les fans de Sidi Bémol, habitués à voir leur idole sur scène animant des concerts de musique enflammés, ils vont assister cette fois-ci à un spectacle au concept nouveau proposé par l'artiste, transformé en...conteur.

«Un conte, 12 mélodies. Un récit fantastique rythmé par les chants d'un troubadour accompagné de deux musiciens», c'est ainsi que L'odyssée de Fulay est présenté sur le site. Cinq dates, du 9 au 16 avril, sont prévues

à Annaba, Constantine, Oran, Tlemcen et Alger, à l'initiative de l'Institut français d'Algérie (IFA).

Sidi Bémol, de son vrai nom Hocine Boukella, accompagné de Damien et Maxime Fleau (musique et chœur), présentera son nouveau spectacle, mis en scène par Kén Higelin, le 9 avril à la Maison de la culture de Annaba, le 10 avril au Théâtre régional Mohamed Tahar-Fergani de Constantine, le 12 avril à l'hôtel Le Méridien d'Oran, le 14 avril à l'hôtel Agadir de

Tlemcen. Il clôtura sa tournée le 16 avril à Alger à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Ryad El Feth (Oref). «Dans ce spectacle à mi-chemin entre théâtre et concert, entre chant et conte, Cheikh Sidi Bémol explore l'histoire

antique de l'espace berbère et nous invite à un voyage au coeur des légendes, des mythes présents chez tous les peuples de la Méditerranée», est-il écrit dans la présentation du spectacle.

Inspiré de l'oeuvre d'Apulée, célèbre auteur berbère de l'Antiquité, le spectacle «se veut un hymne à l'ouverture d'esprit, à la curiosité et à l'échange, et espère ajouter une petite pierre à l'édifice infini de la lutte contre l'intolérance tout en demeurant une récréation festive tant pour les grands que pour les petits», peut-on encore lire sur le site de l'artiste, auteur du récit et compositeur-arrangeur des musiques. Les chansons sont écrites par Améziane Kezzar.

Bilal L.

"La peinture algérienne dans sa diversité"

### Une exposition collective prévue à Paris

Une exposition collective réunissant les oeuvres d'une dizaine d'artistes peintres algériens est prévu du 14 au 22 avril à la galerie d'art "Sable d'art" à Paris, a-t-on appris auprès de

l'organisateur Lyes Khelifati. Intitulée "La peinture algérienne dans sa diversité II" cette exposition organisée par le galeriste algérien Lyes Khelifati, gérant de la galerie "El Yasmine", prévoit d'exposer des oeuvres de plasticiens tel que Kenza Bourenane, Zohra Hachid Sella, Hassiba Hafiz ou encore Noureddine Ferroukhi.

Inscrite dans un programme d'échange avec des galeries européennes, l'exposition compte également des oeuvres du plasticien Mustapha Adnane connu pour son travail d'émail sur cuivre, en plus des toiles du peintre et sculpteur Mustapha Nedjai, de Said Debladji, de Hachemi Ameur ou encore de Adlène Djéffal.

La galerie d'art "El Yasmine", promoteur du programme, a déjà organisé une première exposition avec ces mêmes artistes en Espagne en novembre dernier et exposé, en Algérie, des oeuvres de plasticiens algériens établis à l'étranger dont Orza Tanem qui avait présenté sa collection "Les lumières de l'émotion".

L. Y.

## PAROLES DE FEMMES

" La première condition pour être heureux est de se croire indispensable au bonheur d'un autre ; cela fait accepter la vie. "

Diane Beausacq

Page animée par Tinhinan

## FEMMES

ILS ONT DIT :

Le bonheur, c'est un choix.

David Sandes

ACTU-FEMMES



## Une Pakistanaise acquittée après 20 ans dans le couloir de la mort

Une Pakistanaise condamnée à mort pour avoir tué sa famille en 1998 a été acquittée et libérée après 20 ans derrière les barreaux, a indiqué son avocat vendredi.

Asma Nawab n'avait que 16 ans lorsque ses parents et son frère furent tués, apparemment lors d'une tentative de cambriolage, dans la mégapole portuaire de Karachi (sud).

Ce triple meurtre avait eu à l'époque un énorme écho dans une ville pourtant habituée de longue date à la violence, notamment politique, ethnique ou religieuse.

La jeune fille, son fiancé d'alors Farhan Ahmed et deux autres personnes avaient alors été arrêtés et condamnés à mort, soupçonnés d'avoir voulu se débarrasser de la famille parce qu'elle s'opposait à leur union.

Ce n'est qu'en 2015 que les avocats de la jeune femme avaient pu faire appel auprès de la Cour suprême du Pakistan, laquelle, trois ans plus tard, a ordonné leur remise en liberté. La Cour suprême a jugé qu'il n'y avait pas assez de preuves contre ma cliente et elle a donc été libérée, a déclaré à l'AFP, l'avocat Javed Chatari, qui défend son dossier depuis 1998. Mme Nawab est sortie de prison jeudi.

Me Chatari a indiqué avoir emmené la jeune femme, désormais sans famille proche, sur la plage de Karachi pour l'aider à prendre conscience que son épreuve de 20 ans était désormais terminée.

AFP



### Stress et kilos

## On se détend !

Ceux qui ont tenté un régime en période de stress le savent, la mission est ardue. Hormonalement, physiologiquement, stress (à un niveau élevé) et minceur ne vont pas ensemble. Les raisons...

En vacances, le corps s'affine souvent par surplus d'activités mais aussi par relaxation. En effet, le stress, vrai moteur quand il est ponctuel, se révèle nocif quand il s'installe.

Le stress donne faim : Fatigué, préoccupé, on a tendance à chercher le réconfort dans la nourriture...sans y trouver ce qu'on y cherche. On engloutit mais la sensation de satiété n'arrive pas toujours. Le stress provoque un dérèglement hormonal : le corps veut puiser dans les réserves pour affronter les angoisses...pour mieux se remplir à nouveau en anticipation d'un nouveau pic...

### L'anti-âge pour cheveux

## À quoi ça sert ?

Anti rides, on voit comment ça marche. Le soin cheveux anti âge à la kératine, c'est plus subtile. Comment ça marche et pourquoi votre tignasse pourrait bien être intéressée par cette nouveauté des salons de coiffure ?

"Sans shampoing spécifique, sans soin pour les nourrir, les hydrater, les revitaliser, nos cheveux feraient grise mine". Myriam Kéramane, est coiffeuse et créatrice des cosmétiques Myriam K., anciennement Kérat-in. Elle a mis en place un soin dérivé du lissage brésilien, véritable anti-âge capillaire qui mêle l'action de la kératine à l'acide hyaluronique. La jeune femme a ciblé un besoin de ses clientes qui rêvaient de l'effet soyeux, solide et souple donné par la kératine sans chercher le lissage. Elle nous explique l'intérêt et le fonctionnement de cet enveloppement pratiqué en salon et qui cartonne depuis le début de l'année.

### Quels sont les ennemis de la jeunesse du cheveu ?

La pollution, les brushings à répétition, les lissages à gogo, les shampoings détergents, les

### Le stress crée des stocks de graisses :

C'est la conséquence du dérèglement évoqué plus tôt. Le corps réclame de la nourriture, non pour un effort immédiat mais en prévision d'une agression à venir. En bref, il joue les hamsters. Par ailleurs, le stress modifie le métabolisme des graisses et les fait davantage circuler dans le sang donc stocker.

### Le stress fait prendre du ventre :

Il n'y a pas que la manque d'abdominaux, la ménopause ou la bière qui donnent du bidon. Le stress est également l'ennemi du ventre plat, ciblant l'abdomen comme l'a montré une étude de l'université de Yale comparant des femmes soumises à plus ou moins de pression.

### Le manque de sommeil fait saliver :

En étudiant l'IRM d'hommes et de femmes dormant tantôt 4 heures tantôt 9 heures, des chercheurs américains ont pu mettre en évidence un lien entre sommeil et fringales. Le manque de repos provoque une plus grande activité neuronale face à un stimuli alimentaire.

### Comment lutter :

Dormez, prenez votre temps, limitez la "consommation-stress". Cela signifie éviter les stimulants en se limitant à 2 à 3 cafés par jour. Privilégiez des temps de repas de 20 à 30 minutes plutôt qu'un grignotage express. En 10 minutes, le cerveau n'a pas pris en compte que vous vous alimentiez et réclame encore son dû !



colorations... Le stress et une alimentation déséquilibrée impactent également la chevelure. Les fourches sont le principal signe de vieillissement visible : la pointe endommagée s'ouvre et peut remonter le long du cheveu qui devient sec, rêche, plus difficile à coiffer.

### A quel âge vieillissent les cheveux ?

Cela va dépendre de la nature et du vécu du cheveu. Ils évoluent surtout en fonction des hormones. Les cheveux de bébé sont différents de ceux d'un adolescent etc. Mais c'est vers 35/40 ans que le cheveu devient moins dense, plus fin, plus terne.

### Comment trouve-t-on une solution à un facteur hormonal ?

Le soin cheveux anti âge à la Kératine est une solution uniquement extérieure, qui concerne l'aspect du cheveu. Avec le temps, la chevelure produit moins de kératine, qui sert à rendre le cheveu résistant, qui est son ingrédient anticasse. La créatrice des soins Myriam K. a imaginé un soin cheveux qui mélangeait cet actif naturel à l'acide hyaluronique. Ce dernier apporte de la souplesse, de la brillance, régénère les molécules et booste l'effet de la kératine.

### Un soin cheveux anti-âge pour quels effets ?

Immédiatement après le soin d'environ 45 minutes, la chevelure est renforcée, elle a gagné en soyeux et en souplesse, en volume, et les couleurs peuvent être vivifiées.

### Bien manger pendant l'allaitement Les idées reçues !

Une femme qui allaite ne doit pas manger de chou et d'ail mais doit consommer des sardines et la soupe de lentilles ! Telles sont les affirmations que va entendre une femme qui donne le sein ! Car la nourriture pendant l'allaitement est l'objet de nombreuses idées reçues ! Voici le point sur ces fausses croyances. Du lait aromatisé ? Certains aliments donnent un goût au lait et des personnes ont décidé de les interdire arbitrairement, probablement parce qu'elles-mêmes ne les aimaient pas.

Dans une certaine mesure, l'alimentation de la mère qui allaite fait partie de l'éducation gastronomique de l'enfant qui sera amené à partager ultérieurement la cuisine familiale. La mise en garde contre la consommation de certains aliments est particulièrement savoureuse lorsqu'on l'étudie selon les époques et les pays. Aux Etats-Unis, c'est le chocolat qui est interdit car il donnerait la diarrhée ! En Nouvelle-Zélande, le chou et la soupe aux tomates sont déconseillés alors qu'en Italie la mère a droit à la tomate et aux aliments blancs à la couleur du lait (pâtes, vin blanc...) ! En France, on a l'habitude de prévenir les accouchées que certains aliments donnent un goût prononcé au lait : poireaux, céleri, choux-fleurs, asperges, ail, oignons, etc. Les écarter de façon péremptoire de la mère qui allaite relève de la dictature gustative ! Rien n'empêche les bébés d'apprécier le lait parfumé à l'ail ou aux asperges et il suffit d'ailleurs pour se convaincre de la susceptibilité gustative bizarre des bébés de goûter certains aliments pour nourrissons ! On se rend compte alors immédiatement de leurs capacités étonnantes à ingurgiter des aliments de saveur très... particulière !



**Les DÉBATS**

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



Coupe de la CAF/ASEC Mimosas-CRB

# Le Chabab pour effacer le souvenir de 2001

Véron Mosengo Omba  
"Zetchi m'a laissé  
bonne impression"

La fédération internationale de football (Fifa) est disposée à accompagner la fédération algérienne (FAF) dans le développement de la discipline à travers le pays, a annoncé ce vendredi à Alger Véron Mosengo Omba, Directeur Régional de la Zone Afrique et Caraïbes de la Division des Associations membres de la Fifa. «Tout d'abord, au nom du président de la Fifa Gianni Infantino, je tiens à remercier tout le monde pour l'accueil chaleureux qui m'a été réservé dans ce très beau pays. Concernant l'objet de ma visite, il s'agit d'une séance de travail avec à l'ordre du jour le programme de développement que compte initier la FAF à travers la construction de centres de formation dans les différentes régions du pays, décentraliser les compétences à travers l'Algérie. La Fifa est prête à accompagner la FAF dans ce projet financièrement et à travers des supports techniques», a affirmé le dirigeant de l'instance internationale lors d'un point de presse tenu au siège de la FAF à Dély-Brahim (Alger). Avant de se rendre à Alger, Véron Mosengo Omba figurait au sein d'une délégation de la Fifa qui a séjourné à Tripoli en Libye, pour évoquer la possibilité de la levée de l'interdiction des matches internationaux en Libye. «Ma visite à Alger faite suite à celle effectuée par le président de la FAF Kheireddine Zetchi au siège de la Fifa à Zurich (Suisse). Au cours de l'entretien qu'il avait eu avec Infantino, les deux hommes étaient sur la même longueur d'onde concernant le développement du football. Ils ont tissé des liens forts. Le président de la Fifa a été charmé par le projet de Zetchi qui nous a laissé vraiment bonne impression», a-t-il ajouté. Véron Mosengo Omba a expliqué que l'instance mondiale était «prête à accompagner la FAF uniquement dans le développement du football et non pas dans des projets à caractère commercial», en réponse au projet de l'Hôtel de la FAF, initié par l'ancien président de la FAF Mohamed Raouraoua et rejeté par Zetchi, en attendant le verdict de l'assemblée générale ordinaire (AGO) prévue le 23 avril. S'agissant de l'arrivée de l'italo-suisse Gianni Infantino à la tête de la Fifa en février 2016, Véron Mosengo Omba a tenu à affirmer que l'Afrique «a beaucoup gagné sur le plan de la représentativité» au sein de l'instance internationale. «L'arrivée d'Infantino à la Fifa a permis à l'Afrique de gagner à coup sûr. Contrairement au passé, aujourd'hui l'Afrique est représentée au niveau des différentes commissions, ce qui est important. Lors du Mondial 2026, l'Afrique sera représentée par 9 pays et demi. Il s'agit d'un acquis non négligeable». Interrogé sur le système de notation et les critères techniques retenus par FIFA pour la sélection du pays-hôte du Mondial-2026, qui met en difficulté la candidature marocaine, Véron Mosengo Omba s'est dit «incompétent» à répondre à cette question, se contentant à dire qu'il existait «un cahier des charges et un organe technique qui va juger chaque candidature», alors que le vote pour l'élection du pays organisateur sera effectué le 13 juin prochain.



Le CR Belouizdad aborde aujourd'hui la manche aller des seizièmes de finale bis de la Coupe de la Confédération africaine face à la formation ivoirienne de l'ASEC

Mimosas avec un esprit de vengeance. En effet, il faut rappeler que les Rouge et Blanc avaient été battus en 2001 par cette même formation ivoirienne sur le score sans appel de (7/0). C'était

un vrai naufrage pour la formation de Laâkiba même si certains avancent qu'il y avait dans l'air un règlement de compte entre les joueurs et le coach de cette époque, Benzekri, et les éléments

du Chabab avaient donc fait exprès de perdre de cette manière. Pour cette fois-ci, le club qui souffle le chaud et le froid en championnat souhaite aller loin en compétition africaine, sachant que les poulains du Marocain, Taoussi souhaitent réussir un beau parcours en C2 et pourquoi pas se qualifier en phase des poules. Certes, cette manche aller sera très difficile pour les Rouge et Blanc qui affronteront une équipe décidée à l'emporter pour prendre option avant le match retour même s'il ne s'agit plus de la même équipe des années 90 et 2000, surtout qu'il ne se qualifie pas à des tours avancés de cette compétition. Les Belouizdzis, eux, souhaitent aller le plus loin possible dans cette compétition et pourquoi pas brouiller les cartes même si cela ne sera pas facile étant donné que les Ivoiriens ne lâcheront pas du lest lors de cette compétition. L'essentiel pour les Rouge et Blanc est d'éviter un naufrage dans cette compétition qui reste très importante pour le club qui renoue avec la compétition africaine après avoir décroché la Coupe d'Algérie la saison dernière qui lui avait ouvert la voie pour participer à la Coupe de la Confédération africaine. Le CRB tentera de fermer les espaces devant l'ASEC pour avoir plus de chances de revenir avec un résultat probant avant le match retour.

Imad M.

Ligue 2 Mobilis (25e journée)

## Le MOB Roi de Béjaïa, le CAB quitte la dernière place

Le MO Béjaïa s'est emparé seul de la première place au classement général de la Ligue 2 Mobilis de football, en battant 2-0 son voisin et éternel rival, la JSM Béjaïa, en match derby disputé vendredi pour le compte de la 25e journée, marquée également par d'importants changements dans le bas du tableau, avec notamment le CA Batna qui abandonne sa dernière place au GC Mascara. L'attaquant Mehdi Kadri a été le grand artisan de l'exploit du MOB, car ayant inscrit les deux buts victorieux aux 22' et 49', et dont le premier a été un véritable chef d'œuvre : un coup franc direct des 25 mètres sous la barre transversale. Un précieux succès, qui outre le prestige de battre la JSMB en «aller et retour» permet aux Crabes de prendre seuls les commandes de la Ligue 2 Mobilis avec 49 points, au moment où leur adversaire du jour recule sur la troisième marche du podium, avec 46 unités. La JSMB se place ainsi juste derrière l'AS Aïn M'lila, qui avait frôlé la défaite à domicile contre l'ASM Oran, avant de se ressaisir et de l'emporter finalement (2-1). Ce sont en effet les gars de M'dina J'dida qui avaient ouvert le score, par l'intermédiaire de Hadji (32'), avant de se faire renverser par l'équipe locale. D'abord par Sahbi, ayant égalisé sur penalty (34'), puis par Aggoune, qui a offert la victoire à l'ASAM (83'). Les changements les plus significatifs au classement général sont cependant intervenus dans le bas du tableau, où le CA Batna a abandonné sa dernière place au GC Mascara, grâce notamment à sa victoire contre la JSM Skikda (2-1), au moment où le GCM s'est incliné sur le même score chez le RC Kouba, alors qu'il avait terminé le match à dix, suite à l'expulsion de son milieu de terrain

Omar Kherbache. Pour sa part, le CRB Aïn Fekroune a raté une très bonne occasion de s'extirper de la zone rouge en recevant un autre mal-classé, le MC El Eulma, qui l'a finalement tenu en échec (2-2). Le CRBAF peut néanmoins s'estimer heureux d'avoir sauvé les meubles, car le scénario aurait pu être bien pire si l'ex attaquant de l'ES Sétif Abdelmalek Ziaya avait réussi à transformer son penalty dans le dernier quart d'heure de la rencontre, car dans ce cas, ce serait le MCEE qui l'aurait probablement emporté. Un résultat qui aurait propulsé le club eumli hors de la zone de turbulences, au détriment des «Tortues», qui à l'inverse se seraient retrouvées dans une position beaucoup plus inconfortable. Le coup d'éclat de la journée est à mettre à l'actif du WA Tlemcen, qui a atomisé le CA Bordj Bou Arréridj (5-1), grâce notamment à Bellatrèche, auteur d'un doublé (23' et 52' sp), et surtout El Habiri, qui lui s'était offert un triplé aux (43', 74' et 87' sp). Côté Criquets, c'est l'ancien Canari Ahmed Massaâdia qui a sauvé l'honneur à la 55'. Autre bonne affaire de la journée, celle de l'ASO Chlef, qui s'est hissé au pied du podium, avec 43 points, après sa courte mais précieuse victoire contre le MC Saïda (1-0). Un but signé Mustapha Mellika, pile à l'heure de jeu. A Batna, les choses avaient très bien commencé par la JSM Skikda, ayant ouvert le score par Khazri (10'), avant de se faire renverser (2-1), sur des buts de Mahiouz (34' sp) et Mebarki (83'), alors que les visiteurs jouaient à dix depuis la fin de la première mi-temps, suite à l'expulsion du défenseur Mohamed Kanèche. A Relizane aussi c'étaient les visiteurs qui avaient commencé par ouvrir le score, grâce à Baâli (28'), mais les

locaux ont réussi à arracher l'égalisation par Nemdil (38'). Un score de parité qui n'engendre pratiquement aucun changement au classement général, puisque le RCR reste 7e, avec 36 points, suivi de l'Amel Boussaâda, qui pointe à la 9e place, ex aequo avec l'ASM Oran, avec 31 points.

### Résultats et classement :

CRBAF - MCEE	2-2
RCR-ABS	1-1
WAT-CABBA	5-1
RCK-GCM	2-1
JSMB-MOB	0-2
ASAM-ASMO	2-1
ASO-MCS	1-0
CAB-JSMS	2-1

	Pts	J
1). MO Béjaïa	49	25
2). AS Aïn M'lila	48	25
3). JSM Béjaïa	46	25
4). ASO Chlef	43	25
5). CABB Arréridj	41	25
6). JSM Skikda	39	25
7). RC Relizane	36	25
8). MC Saïda	33	25
9). ASM Oran	31	25
—). Amel Boussaâda	31	25
11). WA Tlemcen	30	25
12). RC Kouba	29	25
13). MC El Eulma	25	25
—). CA Batna	25	25
15). CRB Aïn Fekroune	23	25
16). GC Mascara	22	25



DGSN

## Sept kg de cannabis saisis

Plus de 7 kg de cannabis traité ont été saisis lors d'opérations de police menées dans les wilayas de Sidi Bel Abbès, Tlemcen et Ouargla, ainsi qu'une quantité de psychotropes dans la wilaya d'Alger, indique samedi la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn) dans un communiqué.

Dans la wilaya de Tlemcen, «3,4 kg de cannabis traité ont été saisis et un individu a été arrêté» par les forces de police judiciaire relevant de la Sûreté de wilaya, à la suite d'une information faisant état d'un individu suspect qui s'adonne au trafic de drogue au niveau de son domicile dans la localité de Maghnia, précise la même source. A Sidi Bel Abbès, un mandat de perquisition au domicile d'un individu suspect au centre ville s'est soldé par son interpellation et la récupération de 3 kg de cannabis traité, ajoute le communiqué.

Par ailleurs, les forces de police des Sûretés de wilaya d'Alger et de Ouargla ont mené des opérations de recherches à travers leurs secteurs de compétence, ce qui a permis l'interpellation de «241 individus suspects» impliqués dans divers délits. A Ouargla, «trois individus suspects ont été interpellés» pour une affaire liée au trafic de drogue et «773 grammes de cannabis traité récupérés», relève la Dgsn.

Dans la wilaya d'Alger, les forces de police ont effectué récemment des descentes dans plusieurs quartiers de la capitale, lesquelles se sont soldées par la récupération de «19 780 comprimés psychotropes, une quantité de cannabis traité et des armes blanches» et l'arrestation de «238 individus suspects impliqués dans ces divers délits».

R. N.

Mali

## Un Casque bleu tué dans le Nord

Un Casque bleu a péri à la suite d'une attaque à Gao, principale ville du nord du Mali, a annoncé la Mission de l'ONU au Mali (Minusma) dans un communiqué, précisant avoir eu plus de 100 tués dans des «actes hostiles».

«Aujourd'hui (vendredi) à 19h00 (locales et GMT), deux hommes armés non identifiés ont ouvert le feu sur un véhicule de la Minusma dans la ville de Gao. Un Casque bleu qui occupait le véhicule a succombé à ses blessures lors de son transfert à l'hôpital», selon le texte.

Le chef de la Minusma, Mahamat Saleh Annadif, cité dans le communiqué, s'est dit «outré que l'on s'en prenne une fois de plus à des soldats de la paix», rappelant les tirs de la veille sur leur camp à Aguelhok (nord-est) qui ont coûté la vie à deux Casques bleus tchadiens et en ont blessé plusieurs autres.

«Cette dernière attaque porte à 102 le nombre de Casques bleus ayant été victimes d'actes hostiles depuis leur déploiement au Mali en juillet 2013», selon le communiqué.

La Minusma, qui compte environ 12 500 militaires et policiers, est actuellement la mission de maintien de la paix de l'ONU la plus coûteuse en vies humaines. Elle a perdu plus de 160 Casques bleus, dont 102 dans des actes hostiles, soit plus de la moitié des soldats de l'ONU tués sur cette période dans le monde.

G. T.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

ISRAËL A LE DROIT DE POSSEDER UN TERRITOIRE!  
ET LE DROIT DE DÉPOSSÉDER  
LES PALESTINIENS DE LEUR TERRE



La victime est une touriste de nationalité irlandaise

## Six Algériens suspectés de viol collectif à Prague



Par Amine Bensafi

C'est une scabreuse affaire qui risque de nuire encore à la Réputation du pays, même si à ce stade elle nécessite une profonde enquête pour en éclairer les tenants et les aboutissants. La police tchèque a arrêté, cette semaine, six ressortissants algériens à la suite d'informations selon lesquelles ils auraient violé une touriste de nationalité irlandaise âgée de 35 ans dans un hôtel de Prague (République tchèque), forçant la police à défoncer la porte de la chambre d'hôtel lorsque l'un des suspects a refusé de sortir. Selon la police, citée par

la presse locale, la victime du viol collectif a été secourue lundi dernier par la police et a révélé qu'elle avait visité la ville avec cinq nouveaux «amis», les suspects, rencontrés dans une boîte de nuit locale. Elle a dit qu'elle est allée dans la chambre de l'un des ressortissants algériens, lequel serait âgé de 22 ans, avant que la situation dégénère vers l'agression physique. La victime dit avoir supplié son agresseur de s'arrêter, mais celui-ci aurait quitté la pièce et est revenu avec des complices qui se seraient ensuite relayés pour la violer, l'un d'eux au moins prenant des photos et/ou filmant l'épreuve. La police tchèque affirme que les Algériens, dont cinq

séjourner en Europe avec des visas d'étudiants et proviennent de familles aisées, ont déjà voyagé à travers l'Europe, à l'exception d'un suspect qui travaillerait en France. La femme a ensuite réussi à s'échapper de la chambre d'hôtel et a dit à la réceptionniste qu'elle avait été violée. La police est arrivée peu après pour trouver un des Algériens refusant de sortir de sa chambre. Les renforts sont bientôt arrivés avec un bélier et ont brisé la porte lors d'un raid qui a été archivé en vidéo, menant à l'arrestation du suspect. Selon les premiers éléments de l'interrogatoire, le principal suspect a déclaré que tout ce qui s'est passé était «consenti», même si toutes les personnes impliquées étaient sous l'emprise de l'alcool. Les six hommes font maintenant face à des accusations de viol et encouront des peines de prison allant de deux à 10 ans. Du coup, accompagnant la vague d'horreur de l'opinion, la presse locale a ressorti la longue liste des viols ou tentative de viols dans lesquels sont impliqués les migrants, insistant sur les affaires intervenues dans de nombreux pays d'Europe - notamment en Autriche, en Suède, en Italie et en Belgique - à la suite de la crise des migrants de 2015.

A. B.

Skikda

## Destruction de deux abris pour terroristes

Deux abris pour terroristes ont été détruits vendredi par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'une opération de fouille et de ratissage menée à Skikda, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et de ratissage menée à Skikda (5<sup>e</sup> Région militaire), des détachements de l'ANP ont découvert et détruit, le 6 avril 2018, deux abris pour terroristes contenant, deux bombes de confection artisanales, des vivres et divers objets», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP en coordination avec les éléments de la

Gendarmerie nationale ont arrêté, le 7 avril 2018 à Béchar (3<sup>e</sup> RM), un narcotraffiquant, saisi 52 kg de kif traité et un véhicule. A Aïn Guezam (6<sup>e</sup> RM), des détachements de l'ANP ont arrêté quatre personnes et saisi six groupes électrogènes, neuf détecteurs de métaux, un GPS, un téléphone satellitaire et 200 gr de TNT, tandis que deux personnes ont été arrêtées à Laghouat (4<sup>e</sup> Région militaire) et 1080 unités de boissons saisies. Par ailleurs, un détachement de l'ANP a intercepté quatre personnes, saisi quatre fusils de fabrication artisanale et 4 kg de pulvérin à Biskra (4<sup>e</sup> RM), alors que «11 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen (2<sup>e</sup> RM) et Laghouat (4<sup>e</sup> RM), conclut le communiqué.

G. T.

## ACTU...

Tamanrasset

## Un terroriste se rend aux autorités militaires

Un terroriste, qui avait rejoint les groupes terroristes en 2013, s'est rendu hier aux autorités militaires à Tamanrasset, alors qu'il était en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et de deux chargeurs garnis, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts fournis par les unités de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, le 7 avril 2018, aux autorités militaires de Tamanrasset (6<sup>ème</sup> Région militaire)», note la même source, précisant qu'il s'agit de K. Mounir dit Djendel qui a rejoint les groupes terroristes en 2013. Ledit terroriste était en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et deux chargeurs garnis. «Ces résultats de qualité viennent réitérer la détermination des unités de l'ANP, engagées sur l'ensemble du territoire national, pour la défense du pays et la protection des citoyens en mettant en échec toute tentative d'atteinte à la sécurité du pays», conclut la même source.

K. T.

Accidents de la circulation

## Sept morts en deux jours

Sept personnes ont trouvé la mort et 18 autres ont été blessées, dans neuf accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures, sur le territoire national, indiquent hier les services de la Protection civile dans un communiqué. Par ailleurs, et durant la même période, trois personnes ont perdu la vie, asphyxiées par l'inhalation de monoxyde de carbone émanant de chauffe-bains, à l'intérieur de leurs domiciles, dans les wilayas de Tiaret et Tlemcen. Des soins de première urgence ont, en outre, été prodigués à 18 autres personnes, incommodées par le même gaz toxique, émanant d'appareils de chauffage, à l'intérieur de leurs domiciles, dans des wilayas du Centre et de l'Ouest du pays.

R. K.

Tunisie

## Deux morts et 70 blessés dans une collision entre deux autocars

Deux personnes ont trouvé la mort et 70 autres ont été blessées hier matin dans la province tunisienne de Monastir lors d'une collision entre deux autocars transportant des ouvrières du textile, selon le ministère de l'Intérieur.

L'accident s'est produit vers 6h40 (5h40 GMT) au niveau d'un croisement à Moknine, sur la côte Est, a-t-il précisé. Deux ouvrières ont été tuées sur le coup, tandis que les blessées ont été évacuées en urgence vers trois hôpitaux de la région. Deux victimes se trouvent dans un état critique.

Elles sont toutes, employées dans l'une des usines textiles locales.

Les deux autocars se sont percutés en raison du brouillard intenses, selon une source locale. Toutefois, le ministère de l'intérieur a précisé, quant à lui, que l'un d'eux a dérapé et percuté un autre, avant de faire un tonneau. Selon le ministère, l'un des deux conducteurs n'aurait pas respecté un panneau Stop.

K. L.